Démocratie directe

Principes, enjeux et perspectives

Première partie

Contre l'oligarchie, ses fondements politiques, sociaux et idéologiques

Brochure n° 20 *Collectif Lieux Communs* Avril 2013

Brochure n° 20
Contre l'oligarchie, ses fondements politiques, sociaux et idéologiques

- **Introduction générale** **p. 3**

- **Donner sa voix ou prendre la parole** **p. 12**

- **Élections 2012 : l'oligarchie à visage humain** **p. 15**

- **La démocratie directe contre la « démocratie représentative »** **p. 20**
  - Les impasses du régime actuel p. 20
  - Les fondements du gouvernement représentatif p. 27
  - Le peuple a la « démocratie » qu'il mérite p. 32
  - Nos héritages, positions, propositions p. 39

- **Les justifications théoriques de l'oligarchie** **p. 47**
  - Tocqueville et l'égalisation des conditions p. 52
  - A la racine de l'erreur : l'hétéronomie brisée p. 55
  - Individualisme libéral et autoritarisme étatique p. 57
  - L'impasse postmoderne des néotocquevilliens p. 60

Brochure n° 20 Bis **Lutter pour l'auto-gouvernement des peuples**

- **Fausses figures de l'avenir**
- **Notes sur l'organisation des collectifs démocratiques**

Brochure n° 20 Ter **Ce que pourrait être une société démocratique**

- **Ce que pourrait être une société démocratique**
- **Constitution d'une fédération pour la démocratie directe**

Couverture : Détail du frontispice du *Léviathan* de T. Hobbes par Abraham Bosse, 1651

Introduction générale

La démocratie directe commence, progressivement, à faire question. Les assemblées d'Espagne ou de Grèce[1] au printemps 2011, en essayant de mettre en pratique à une large échelle les principes de l'auto-gouvernement du peuple, ont popularisé en Occident un courant qui, jusqu'ici, restait marginal et ignoré. Aujourd'hui des discussions éclosent, inimaginables il y a dix ans, et une multitude d'initiatives apparaissent, plus ou moins heureuses, ouvrant des pistes inexplorées ou retombant dans des ornières idéologiques connues – souvent les deux à la fois.

Si ce surgissement, tout relatif, dépasse le stade des proclamations et des mises en pratiques ponctuelles, il pourrait être amené à occuper une place importante dans les années qui viennent. Car il procède d'un contexte très particulier qui, s'il ne l'explique pas, permet de saisir les enjeux de la situation[2].

Les trois impasses de la situation actuelle

Évoquons d'abord le pillage des oligarchies, qui ne s'habille même plus du prétexte de l'intérêt général. Depuis l'accélération de 2008, plus personne n'est dupe des mesures prises face à la « crise » déclenchée en 1973, et chacun, selon sa condition, comprend progressivement que les dominants sont en train de rompre un à un les contrats qui les reliaient encore aux populations, leur concédant de moins en moins de contre-parties. Ils ne promettent même plus le célèbre « bout du tunnel », et la conscience se répand chez les peuples qu'il va bien falloir, à un moment ou à un autre, intervenir dans cet effondrement dont rien n'annonce la fin. Reprendre l'initiative, donc – mais comment, sur quelles bases, avec qui et pour quelles perspectives ?

---

[1] On lira notre brochure n° 18*, Le mouvement grec pour la démocratie directe,* septembre 2011, disponible sur notre site.

[2] Les remarques qui suivent ont été évoquées dans le tract « *Crise économique et transformation sociale »*, mai 2009, puis développées dans « *Entrée en période troublée* », introduction générale à la brochure n° 18 & 18 bis, *op. cit.*

Car les ressources classiques autour desquelles les résistances sociales se sont organisées depuis des décennies, ou même des siècles, sont en décomposition avancée. Cela fait longtemps que les syndicats et partis ont renoncé à ne serait-ce qu'évoquer une autre organisation sociale, et on se demande à quoi celle-ci pourrait bien ressembler. Les discours politiques tournent à vide, et même si la démagogie entre dans son âge d'or, les idéologies en présence font figure d'épouvantails fatigués n'offrant rien d'autre qu'un retour à un ordre ancien que l'on sait mystificateur. C'est ainsi que la « gauche » mondiale, molle ou bravache, se raccroche à un illusoire retour aux « trente glorieuses »[1] pour contrer la propagation des discours les plus réactionnaires, voire le déferlement des extrêmes droites nationales ou religieuses sur tous les continents et dans toutes les cultures. La démocratie directe, quoi que l'on entende par là, apparaît alors comme une possibilité encore inexplorée de peser sur le cours des choses.

Enfin, dernier aspect de la situation, une multitude de bouleversements plus ou moins spectaculaires et apparemment sans liens entre eux, inconnus il y a une cinquantaine d'années et qui viennent bousculer tous les repères connus, exigeant des approches radicalement nouvelles. C'est bien sûr la question écologique, dont les conséquences à court ou long terme sont absolument incommensurables, ou les scandales alimentaires et sanitaires, purs produits du « progrès » industriel. Citons l'emballement technologique, qui suscite d'autant plus l'engouement immédiat qu'il permet de fuir un monde que plus personne ne veut regarder en face. Et il y a ces changements de comportements millénaires qui déstabilisent comme jamais les cultures traditionnelles, l'insignifiance grandissante de la vie contemporaine et la désorientation totale de la jeunesse, etc. Face à une histoire qui semble devenue folle et qui déshumanise sans retour nos sociétés, comment ne pas vouloir que les populations exercent un contrôle sur ce qui se fait en leur nom, et dont elles sont les premières à payer l'addition – dont on commence seulement à évaluer le montant ?

La démocratie directe comme réponse

Cette énumération, sinistre entrée en matière, n'est pas gratuite : elle permet de comprendre la nouvelle ère historique dans laquelle nous entrons, et les espoirs placés par un nombre restreint mais croissant de

[1] Voir à ce propos « Les conditions de validité du keynésianisme », de Guy Fargette, *Le Crépuscule du XXe siècle*, n° 25, décembre 2012, disponible sur notre site.

personnes dans l'auto-gouvernement des peuples. Certes, la démocratie directe peut être un recours mythique de populations affolées par la dégradation croissante de leur condition, refusant le deuil de la société d'abondance. Mais elle peut aussi être le ferment de pratiques collectives inédites, le chantier de solutions pratiques, l'ouverture de nouveaux modes de pensée, le tâtonnement de l'humanité cherchant un moyen de sortir du sombre cul-de-sac dans lequel elle s'est engouffrée tout entière.

C'est bien entendu dans cette perspective que cette brochure en trois volets se situe. Elle n'est pas, comme les précédentes, une réponse à des événements ou des situations précises, comme l'ont été le mouvement contre la réforme des retraites, les soulèvements arabes, le mouvement grec ou les questions identitaires[1] : elle veut, à leur suite, donner un sens à l'état actuel du monde et dégager des perspectives d'action, mais surtout fournir des éléments d'analyse généraux pour tous ceux qui s'engagent dans le combat de l'émancipation. Mais on ne trouvera pas dans ces pages des solutions qu'il n'y aurait qu'à cueillir, les témoignages époustouflés d'expériences miraculeuses ou les effets de manche volontaristes qui constituent la règle en ce domaine : les anxiolytiques ne constituent pas une politique et la lucidité et la rigueur sont de mise s'il est question de responsabilités individuelles et collectives, *c'est-à-dire de liberté.* Comme toute idée qui se développe, la démocratie directe est sujette à tous les malentendus, les contresens, les récupérations, les manipulations : avant de présenter les textes qui composent cette brochure, sans doute est-il utile d'en pointer quelques-uns, en guise de clarifications préalables.

Ce que nous (n') entendons (pas) par démocratie directe

Auto-transformation radicale des sociétés pour une démocratie directe : voilà la direction que nous voulons pour le monde, et que personne ne décrétera jamais pour d'autres. Qu'il nous faille un tel assemblage de termes pour préciser notre projet en dit suffisamment long sur les

[1] Cf. sur notre site les brochures *Octobre 2010 : une lutte à la croisée des chemins* (n° 16, mars 2011), *Les soulèvements arabes face au vide occidental – l'exemple tunisien* (n° 17 et 17 bis, avril et mai 2011), *Le mouvement grec pour la démocratie directe – Le « mouvement des places » du printemps 2011 dans la crise mondiale* (n° 18 et 18 bis, septembre et octobre 2011), et *Malaises dans l'identité – Définir des appartenances individuelles et collectives contre le confusionnisme et les extrêmes droites* (n° 19, mai 2012).

incompréhensions et les *quiproquos* en cascade qu'il suscite. Plutôt que de nous appesantir sur des abstractions, nous préférons esquisser quelques démarcations d'avec des initiatives et courants qui se réclament, peu ou prou, du *peuple au pouvoir*.

Les manipulations du pouvoir en place

Il y aurait d'abord, bien entendu, tout ce que les régimes comptent, depuis des siècles, comme ressources pour s'annexer ou acheter l'aspiration du peuple à une plus grande maîtrise de ses conditions d'existence. Inutile de s'attarder sur les « *participations* », « *consultations* » et autres « *management par le consentement* » qui ne visent grossièrement que l'auto-servitude du travailleur, la résignation du résident, l'assentiment du citoyen. Signalons par contre ces tendances, allant jusqu'à l'extrême droite, qui promeuvent à hauts cris des « *référendums populaires* » sur certaines questions : il ne s'agit que de légitimer telle ou telle mesure présentée telle quelle (citons l'immigration, la sortie de l'UE ou la procréation assistée) en fonction de l'état ponctuel d'une « opinion » travaillée, canalisée puis sondée, sans que jamais ne soient envisagées ni une information libre, ni des investigations conséquentes, ni des délibérations contradictoires, ni, encore moins, une transformation sociale et politique.

La démagogie gauchiste

Il y aurait ensuite toutes les variétés de gauchistes, néo ou ex-marxistes à la façade plus ou moins bien ravalée reconvertis en altermondialistes, droits-de-l'hommistes ou experts-en-la-chose, mais dont les interventions visent toujours la conversion ou la conquête de l'État – *tandis que nous voulons sa fin*. C'est ainsi qu'un Mélenchon, par exemple, reprend l'antienne de la VIe République, énième resucée de la IVe, agrémentée de gadgets institutionnels qui jamais n'érodent le principe de la représentation politique comme pivot de la vie sociale. On brandit alors le totem d'une assemblée constituante, mais sans que jamais il ne soit question d'assemblées populaires décisionnelles au centre d'un nouveau régime.

Le schéma est puéril : le peuple n'est « souverain » que le temps d'amener, puis d'avaliser, le changement de gouvernants – qui pourront congédier ultérieurement les résidus qui refuseraient leur statut de *gouvernés*. L'exemple tunisien fait long feu.

Les impasses des libertaires

Bien plus proches de nous, du moins lorsqu'elles ne se sont pas ralliées *de fait* aux schémas de la catégorie précédente, les nébuleuses anarchiste et libertaire ou encore « autonome ». On peut y distinguer deux grandes tendances.

L'une, la tendance insurrectionnaliste, se résume à un rousseauisme bavard qui s'acharne contre l'organisation sociale actuelle tout en exaltant une nature humaine profondément bonne, pervertie par la société actuelle, et qui se révélerait dans la félicité d'une insurrection destructrice et salvatrice à la fois. Ce spontanéisme insensé et intenable ne peut que frayer de diverses façons avec les libéralismes, le nihilisme postmoderne, voire les courants les plus anomiques de nos sociétés.

De l'autre côté, un courant plus sympathique s'enracine historiquement dans la tradition du mouvement ouvrier avec ses luttes emblématiques (Commune de Paris, Révolution espagnole) et puise dans cette praxis autogestionnaire. Même si nous partageons largement son projet de réorganisation radicale de la production, nous nous démarquons franchement de son imaginaire économiste hérité du XIXe siècle, qui lui fait si facilement passer la question politique au second plan en postulant que l'association libre et volontaire des producteurs, ouvriers et artisans, répondra à toutes les questions multiples et complexes qu'implique l'organisation globale de la société.

En somme, ces milieux ne rejettent salutairement l'autoritarisme contre lequel ils se sont historiquement construits que pour mieux idéaliser un peuple éternellement abusé. Il y aurait alors pour eux à instaurer, à des degrés divers, un monde enfin débarrassé des intermédiaires, médiations, règles, pouvoirs ou institutions, et des insondables questions que ceux-ci posent. Nous considérons à l'opposé que les tendances asociales, destructrices et meurtrières habitent le cœur de tout individu comme le centre de toute collectivité. Cette démesure qui caractérise l'humanité ne peut être contrée que par des dispositions politiques et une culture particulière visant à instituer, et contrôler, un pouvoir social collectif énonciateur de lois, de normes, de contraintes. Cette *autolimitation du peuple par lui-même*, c'est l'autre nom de la démocratie, l'autonomie collective.

L'indignation à courte vue

Enfin, il y a ces générations politiques qui semblent se chercher sans fin, et dont une des dernières expressions a été le mouvement des « *indignés* ». Ils tentent sainement, autant que faire se peut, d'échapper aux familles idéologiques traditionnelles, à leur histoire navrante et à leur héritage impossible, pour en appeler à une « autre culture ». Mais c'est au prix d'une ignorance quelquefois revendiquée et, c'est plus grave, d'une naïveté auto-entretenue qui leur semble *le seul moyen de conjurer le désespoir*. Ces attitudes singulières les destinent évidemment à tomber dans toutes les chausse-trappes possibles et imaginables. Condamnés à rebondir de désillusions en désillusions, l'extrême gauche comme les formations réactionnaires les piègent plus ou moins sournoisement à chaque fois qu'ils se heurtent brutalement à des réalités non conformes à leur vision angéliste quant à l'exercice du pouvoir, la gravité de la situation ou encore l'attitude des « victimes du système ». Reste aussi, sans que cela soit contradictoire avec ce qui précède, comme pour un E. Chouard, les sirènes du néochamanisme narcissique qui assène ses solutions techniques : qui le tirage au sort, qui une Constitution, qui l'assemblée générale, qui le consensus, qui la communication non violente, qui le vote électronique, etc., jusqu'à l'éloge de la cyberdémocratie, qui débarrasse commodément la réflexion de toutes les tares trop humaines, reflète cette conception d'une *« démocratie » sans peuple* et, dans le même élan, pose le maintien implicite mais indiscutable *de toute la société telle qu'elle est*, magiquement agrémentée de bons gouvernants[1]. Pour nous la démocratie directe, telle que nous l'entendons, est une *auto-transformation radicale* de la société – et nous ne voyons pas comment il pourrait en être autrement.

Certes, le chantier est absolument énorme, balayé de vents mauvais et hanté par tous les naufrages du XXe siècle. Nous voulons ici en relever la topographie, poser quelques marques sur le sol, exhumer les inscriptions des vieilles pierres qui y affleurent, tracer quelques sentiers pour faciliter son parcours, abattre les palissades mensongères qui le soustraient aux regards et dégager des voies d'accès. Travail futile, ou étrange, pour le passant ordinaire – le seul pourtant qui ait pour nous un sens.

---

[1] On lira notre tract *Les mouvements des « indignés » : potentialités, contradictions et perspectives*, juin 2011, disponible sur notre site.

Vue d'ensemble de la publication

Nous commençons ce fascicule par deux tracts. Le premier « ***Donner sa voix ou prendre la parole ?*** » a été diffusé quelques semaines avant la dernière élection présidentielle française ; il appelait à ne pas soutenir l'oligarchie en votant pour elle et résumait quelques arguments minimaux. Le second, « ***Élections 2012 : l'oligarchie à visage humain*** », dressait, quelques semaines après ce funeste scrutin, les sombres perspectives que cette nouvelle abdication électorale ouvrait et qui constituent depuis notre quotidien.

Notre troisième texte, « ***La démocratie directe contre la "démocratie représentative"*** » présente la globalité de notre approche politique et sociale. Il s'agit d'abord de briser les reins au discours qui dépeint le système politique actuel comme une démocratie, alors qu'il est aisé de ramasser tous ses traits oligarchiques qui rendent le citoyen ignorant, impuissant, irresponsable et malléable. Nous n'inventons rien : nous ne faisons que compiler des faits disparates, que chacun reconnaît volontiers lorsqu'on les prend isolément. La mise en relation de ces faits, leur accumulation, forment un tableau devant lequel il est difficile de ne pas tirer de conséquences. Mais cela demande également de lever un énorme malentendu historique : notre système représentatif a été conçu *explicitement*, aux États-Unis comme en France, contre la démocratie, c'est-à-dire *pour que le peuple n'y exerce pas le pouvoir*. Les multiples aspects démocratiques des régimes actuels ont été arrachés, chaque fois, par la lutte active et permanente des gens. Mais c'est à la disparition progressive de tout rapport de force organisé entre clans régnants et populations que nous assistons : pour l'expliquer, il faut remonter à l'effondrement progressif du mouvement ouvrier et à l'avènement de la mentalité opportuniste et consumériste au cours du XXe siècle. C'est là le ferment de l'apathie qui laisse la voie libre aux offensives capitalistes. Reste à exposer l'héritage dont nous nous réclamons, les positions et principes que nous défendons, le type d'individu que requiert une démocratie véritable, le projet d'auto-organisation des peuples que nous proposons.

« *Les justifications théoriques de l'oligarchie* », le dernier texte de ce fascicule, veut réfuter les théoriciens de l'ordre actuel, issus de ces années 70 qui ont vu Tocqueville détrôner Marx chez les élites intellectuelles

occidentales. Loin d'une déplorable tradition à « gôche », qui fait refuser tout débat de fond en discréditant *a priori* les adversaires, nous prenons les défenseurs de la « démocratie réellement existante » au pied de la lettre. Nous examinons leurs lectures de référence, et nous démontrons le biais idéologique qui leur fait prendre les précieux acquis démocratiques de nos sociétés pour une fin de l'histoire qui devrait bannir toute volonté d'instauration d'un véritable gouvernement du peuple. Incapables de concevoir un régime pleinement démocratique tel que nous l'entendons, ils sont également aveugles au type anthropologique que nos sociétés sécrètent, comme à celui que nécessiterait une participation pleine et entière des gens aux affaires publiques. Davantage : nous dégageons les convergences entre ces discours du pouvoir et la pseudo-subversion des courants post-modernes : tous deux bannissent le *principe même de projet politique*. Ces postures faussement antagonistes fondent le maintien de l'ordre et menacent en étau tout futur mouvement, comme elles ont contribué à tuer celui d'*Occupy Wall Street*.

Le cinquième texte, « ***Fausses figures de l'avenir*** », qui ouvrira la brochure n° 20 bis, cherche à cerner les obstacles idéologiques auxquels se heurte quiconque projette une auto-transformation de la société. Précisant à chaque fois notre conception de la démocratie directe, nous passons en revue cinq objections, formulées ou souterraines : les attachements populaires au mode de vie occidental, les tendances malsaines au catastrophisme qui obèrent tout projet, la peur du totalitarisme comme véritable repoussoir et comme faux prétexte, les impasses du spontanéisme politique et enfin l'obsession de l'utopie. Paralysant l'esprit et stérilisant l'action, ces « arguments » que l'époque oppose à son dépassement sont des rationalisations de l'impuissance politique dans laquelle nous baignons. Mais elles interrogent aussi les milieux contestataires qui emprisonnent toutes les bonnes volontés dans des errements sans issue et les condamnent à bégayer les naufrages du XXe siècle.

Notre sixième texte, que seules des contraintes de mise en page nous empêchent de placer en dernière position, remet sur le métier la question célèbre mais totalement délaissée de l'organisation. Il s'agit de définir les modalités autour desquelles peuvent se former les groupes agissant pour une autre société. « ***Notes sur l'organisation des collectifs démocra-***

tiques », tire le bilan de l'éclatement de la conception léniniste de l'avant-garde autour de 1968 au profit des luttes parcellaires qui refusent toute vue politique globale et des « communautés » où le vivre-ensemble veut se suffire à lui-même. En s'appuyant sur les luttes contemporaines où notre collectif s'est impliqué, en France et en Grèce, nous essayons de tracer une voie praticable avec ceux qui refusent autant la proclamation de dogmes vides que la démagogie militante acéphale. Nous voulons et appelons à remettre la praxis au goût du jour, c'est-à-dire l'articulation conjointe de projets de société, de luttes de terrain et d'analyses permanentes de la situation. Et cela ne peut se faire qu'au sein de groupes dont l'exigence de lucidité porte aussi bien sur la réalité sociale que sur leur propre compte.

Dans « ***Ce que pourrait être une société démocratique*** », septième texte qui constitue presque à lui seul le dernier fascicule, nous abordons de front le problème principal, et systématiquement évité, de la formulation explicite et aussi détaillée que possible du projet de société en lui-même. Nous cherchons d'abord à justifier l'exigence d'un tel travail, ses présupposés et ses limites, pour ensuite poser les grands principes sur lesquels reposerait un auto-gouvernement du peuple. La suite décrit une telle organisation, basée sur des assemblées de communes librement fédérées, les grandes lignes de son fonctionnement politique et économique, la coordination des sphères du travail, du pouvoir et de la propriété, en essayant systématiquement de dégager ce qui nous semble relever des difficultés temporaires, des problèmes de fond que seuls les gens d'alors pourront résoudre, les apories profondes dont nous ne voyons pas la résolution. La question de la transition, enfin, essaiera d'esquisser quelques lignes de force qui permettraient, à partir du monde tel qu'il est, l'auto-transformation des sociétés pour une démocratie directe.

Notre dernier texte, « ***Déclaration fédérale des collectifs pour la démocratie directe*** », en appelle à tout collectif se retrouvant dans les positions décrites. Ce *requisit minima* nous semble pouvoir amener à constituer une force politique capable d'intervenir dans les événements à venir.

Collectif Lieux Communs
mars-avril 2013

Donner sa voix ou prendre la parole ?

On ne combat pas l'oligarchie en votant pour elle...

« ***Voter, c'est le principe de la démocratie*** »**, entend-on.** D'accord, mais de quoi décidons-nous réellement ? Par exemple, qui a fait le choix de produire de l'électricité à partir de réacteurs nucléaires ? Qui a décrété que nous devions manger des tomates insipides quelle que soit la saison ? D'où vient l'idée de mettre de l'huile de palme dans les biscuits ? Qui a choisi d'ingurgiter des antibiotiques en buvant l'eau du robinet ? Pourquoi a-t-on développé le transport routier et négligé le fret ferroviaire ? Qui a décidé qu'il faut plus de tableaux numériques et moins de professeurs à l'école ? Pourquoi sommes-nous incités à changer de machine à laver tous les six ans ? Qui décide de déclarer la guerre ?

Ces décisions, ce n'est pas la population qui les prend. Nous ne décidons ni de ce que nous respirons, buvons ou mangeons, ni de la manière dont nous nous déplaçons, ni du bois dont nous nous chauffons. La notion même de démocratie est absente de la totalité de notre existence, à commencer par un lieu aussi vital que notre lieu de travail : nous ne pouvons décider ni de ce que nous produisons, ni de la façon dont le travail s'effectue. Le simple fait de critiquer publiquement l'entreprise où nous travaillons, via les réseaux sociaux par exemple, est un motif de licenciement.

Bien sûr, nous sommes conviés une fois par an environ à voter aux diverses élections. Mais cette mascarade ne nous donne aucun pouvoir réel. Et cela, pour plusieurs raisons :

1. Aux élections, nous ne votons pas directement des lois. Nous ne faisons qu'élire un représentant, qui votera à notre place. Ce *système représentatif* pose plusieurs problèmes. D'abord, nous choisissons notre représentant sur son aura médiatique et sa capacité à jouer sur l'émotionnel, ce qui a peu à voir avec la conduite d'un pays. Ensuite, pour peu qu'il ait un programme défini et cohérent, ce n'est qu'un *patchwork* d'idées qui tentent de rafistoler nos sociétés qui s'effondrent. Enfin, et surtout, une fois élu, il peut renier ses promesses, ce qu'il fait systématiquement. Nous n'avons aucun moyen de le révoquer avant le terme de son mandat. Nous ne pourrons alors que le remplacer par un autre, et ainsi de suite.

2. C'est donc le système représentatif lui-même qui est ici à rejeter. Même si l'on arrivait enfin à mettre au pouvoir les « bons » dirigeants, les plus « honnêtes » ou les plus « capables », cela ne changerait rien d'essentiel. Car l'élection se fait sur un programme basé sur la situation en cours au moment du vote, ce qui sous-entend que celle-ci demeurera inchangée jusqu'à la fin du mandat. Mais tel ne peut jamais être le cas, et on entend toujours les élus se justifier en évoquant des « imprévus » qui les ont « contraints » à modifier leur politique… Quels seraient donc les plus aptes à définir la politique à suivre à chaque instant, sinon les plus directement concernés, c'est-à-dire la société dans sa totalité ?

3. Les élus forment un monde à part, un monde fermé où se jouent leurs luttes d'influence et où dominent les intérêts privés. Lorsque nous voulons mettre le nez dans leurs affaires (c'est-à-dire dans *nos* affaires, les affaires publiques), nous devons vite comprendre que cela ne nous regarde pas, que ce sont des questions complexes, qui doivent être débattues entre spécialistes. Mais dès qu'il s'agit de rendre compte de *notre* réalité complexe, leurs discours sonnent creux. Ils ne donnent de cette réalité qu'une image grossière, déformée par leurs schémas de pensée réducteurs.

4. L'oligarchie mondialisée impose désormais ses décisions via des institutions qui échappent à tout contrôle des peuples : le FMI, la Banque mondiale, la BCE, etc. Les lois, les normes qui régissent les divers aspects de notre vie sont de plus en plus directement rédigées par des *lobbies*. Il est d'ailleurs frappant de voir combien la société civile a repris ces pratiques. Il y a de moins en moins de projets de société, mais de plus en plus des *clientèles* plus ou moins bruyantes qui cherchent à attirer l'attention du futur Prince en lui promettant leur voix : syndicats, corporations, associations, cercles d'intérêts, etc.

Scrutin après scrutin, le sentiment de frustration augmente. D'un côté, nous avons conscience que choisir nos dirigeants est un droit exceptionnel dans l'histoire de l'humanité, et que nous ne sommes ni en Syrie ni en Corée du Nord. De l'autre, nous constatons chaque jour que ce droit ne nous donne aucun pouvoir réel, si ce n'est celui de se maintenir dans le statut bien confortable d'éternel enfant, en abandonnant nos responsabilités individuelles et collectives à des « grands ». Nous avons beau déserter les partis, discréditer les élus, disperser nos voix, décider à la dernière minute,

voter utile, ou « anti-système », blanc ou nul, nous abstenir ou faire les pieds au mur : derrière l'alternance formelle des cliques au gouvernement, l'oligarchie reste aux commandes. Or, cette oligarchie est à mille lieux de proposer des solutions viables aux crises et catastrophes qui frappent nos sociétés. Sa seule préoccupation, c'est son règne exclusif et son profit immédiat. Elle n'a, comme projet de société à nous proposer, que la corruption généralisée, l'obsession de la croissance et des paillettes.

Le système électoral actuel est une impasse. Face à cette impasse, nous n'avons que deux possibilités.

– Soit nous continuons à nous décharger de nos responsabilités et à déléguer notre pouvoir à d'autres. Mais si nous pensons d'avance que ces autres sont foncièrement corrompus et malintentionnés, nous devons nous poser la question : devons-nous nous obstiner à leur fournir le bâton avec lequel ils nous tapent dessus ? Et, surtout, jusqu'à quand ?

– Soit nous prenons nos responsabilités. Cela implique de rompre avec le rôle passif auquel le système représentatif nous cantonne. Cela ne sera pas facile, car cette passivité est ancrée en chacun d'entre nous. Cela implique aussi de renouer avec des pratiques démocratiques étrangères au système représentatif, et que découvrent tous les gens qui luttent : des mandats impératifs et révocables pour tout délégué, le tirage au sort pour les désigner, des assemblées délibératives et souveraines, une rotation permanente des tâches et, surtout, une vigilance permanente.

Ce second choix est le nôtre. Nous refusons de continuer à légitimer un système qui refuse l'égalité politique en proclamant que les choix collectifs doivent être confisqués par quelques-uns. L'abstention n'a de sens pour nous que si elle s'inclut dans un projet de démocratie directe. Elle est le seul moyen de ne pas se sentir lié par le cirque électoral et de se réapproprier et nos vies et nos sociétés.

Collectif Lieux Communs
Avril 2012

Élections françaises 2012 : L'oligarchie à visage humain

Impasses technocratiques, illusions populistes, émeutes nihilistes, mouvements sociaux

Les élections françaises de 2012 ont évidemment moins été une victoire du clan « de gauche » qu'un refus du clan « de droite ». Sarkozy n'a tenu ses promesses ni sur le pouvoir d'achat ni sur la sécurité (la crainte d'émeutes comme en 2005 est toujours là), et il a ridiculisé tous les symboles de la République. Le *seul* enjeu de ces élections a donc été « n'importe qui plutôt que la mafia Sarkozy » : ce « n'importe qui », ça a été Hollande et sa clique, devenu *en quelques mois* le candidat improbable d'une irréelle restauration du républicanisme et de la social-démocratie.

Soutenue par ses électeurs, l'oligarchie change de visage…

Ainsi va l'oligarchie depuis trente ans : lorsqu'une de ses têtes se discrédite, *l'autre prend la relève*. Et la population se prête à cette mascarade. On s'auto-intoxique le temps d'une campagne et on finit toujours par voir des éléphants roses là où il n'y a que de gris technocrates. Mais il en va des élections comme des cuites : elles ne sont qu'une brève échappatoire à une réalité qu'au fond, tout le monde a bien saisie. Les crises vont s'aggraver, et le clan en exercice, quel qu'il soit, n'y pourra *rien*, même avec toutes les instances républicaines dans sa poche.

Tout le problème est là. Nous assistons à l'accélération et à l'accumulation des crises : économique et écologique, politique et sociale, culturelle et anthropologique… Cette situation, *inédite*, nécessiterait de rompre avec les façons de penser qui prévalent depuis de nombreuses décennies. Mais elle n'entraîne aucun sursaut salutaire de notre part. Au contraire, plus la crise s'aggrave, plus nous nous raccrochons à nos réflexes de déresponsabilisation, de délégation du pouvoir, de fuite, de repli derrière les murs en carton de nos vies privées. Nous ne pourrons pas continuer ainsi bien longtemps.

Nous devons rompre avec ces réflexes. Mais *quand* ? Et pour aller *vers quoi* ?

La débâcle programmée de « la Gauche » : Les impasses des politiques gestionnaires

Les nouveaux gouvernements seront *impuissants*, parce que leurs approches technocratiques ne leur donneront aucune prise sur un réel qui se dérobe et se précipite. La « Gauche » n'en finit pas de pourrir par tous ses membres : elle n'a pas seulement abandonné l'idée d'un *autre projet de*

société, ou même d'assurer une égalisation des conditions socio-économiques, elle est même incapable de *gérer* la situation dans ses aspects les plus prosaïquement matériels. Tenter de résoudre la « crise économique » actuelle exigerait de s'attaquer aux *prédations permanentes* auxquelles se livre l'oligarchie mondiale : on ne voit pas comment ni surtout pourquoi ceux qui en profitent s'emploieraient à seulement réduire pillage et racket. Et il n'est que trop clair que le redémarrage de la croissance a pour corollaire sans cesse redécouvert la destruction de la biosphère et l'épuisement des matières premières. Sans même parler de l'intensification de l'exploitation économique – principe dont s'est totalement accommodée ce qu'on ose encore appeler la « Gauche ».

Quant aux tentatives actuelles de réorientation énergétique, elles ne peuvent que conduire à une inévitable *baisse de la consommation globale et mondiale* : ces perspectives sont, pour l'heure, *inacceptables* par les populations, qui n'accordent de légitimité à l'oligarchie que tant que celle-ci leur garantit une hausse continue de leur niveau de vie. A mesure que ce contrat tacite part en lambeaux, les gouvernements gestionnaires successifs sont condamnés au discrédit au profit d'autres forces, revendiquant un changement radical.

C'est là qu'entrent en scène les courants populistes, qui flattent les aspirations les plus infantiles de chacun *sous prétexte d'exprimer le point de vue populaire.*

L'éternel retour de la démagogie gauchiste

A gauche, ce courant reparaît régulièrement sous la forme d'un *messianisme* pseudo-marxiste qui reprend les promesses sociales-démocrates : la conservation des acquis sociaux sous l'égide de l'État-Providence et la permanence d'un accès pour tous à la société de consommation. Les avatars de ce prophétisme ont été Mitterrand, puis Juquin en 1988, LO et la LCR en 1995-2002-2007. Môssieu Mélenchon est le dernier symptôme en date de ces reprises de plus en plus irréelles des vieilles rengaines gauchistes, dont l'apologie de la Production, de la Technique et de la Consommation n'a plus aucun lien ni avec la philosophie de Marx, ni avec une quelconque perspective souhaitable. Cette mouvance propage l'idée fausse qu'il est possible de renouer, et *pour toujours*, avec la prospérité des Trente Glorieuses, mais sans remarquer, semble-t-il, la disparition des ressources naturelles.

De même, il promet de maintenir intactes les avancées sociales, mais sans avoir l'air de voir que les luttes sociales collectives dont elles sont issues ont été remplacées par des *lobbies* syndicaux et corporatistes. Et

enfin, il érige les « masses opprimées » en Victimes Absolues, les dispensant ainsi de s'interroger sur leur responsabilité en tant que consommateurs, leur adhésion au système de valeurs des couches dominantes, et leur aspiration, non au changement social, mais à l'ascension hiérarchique. Sa rhétorique est donc celle du bouc émissaire (« *Qu'ils s'en aillent tous !* »), commune aux courants démagogiques analogues d'Amérique latine (Chavisme) et de Grèce (Siriza). La désignation d'une minorité comme totalement responsable de tous nos maux est un terrain fort *glissant*.

Les tendances de fond des populismes néoréactionnaires

Bien entendu, le climat de crise a *toujours* été favorable aux extrêmes droites : c'est la pente naturelle de toutes les sociétés actuelles, des États-Unis au Maghreb, de l'Afrique noire à la Russie. En France le *populisme nationaliste* incarné par le FN est en croissance continue depuis les années 1980. Il a connu l'éclipse récente depuis la reprise de ses idées par M. Sarkozy, qui les a diffusées dans la société entière. L'actuel retour de bâton n'en est qu'une conséquence logique, prélude à la naissance de nouveaux courants « présentables », expurgés des vieilles références encombrantes, et autour desquels pourra se recomposer l'actuelle droite classique et républicaine. Le schéma doctrinaire tourne autour d'un traditionalisme d'autant plus fantasmatique qu'il s'accompagne d'un assentiment contrarié vis-à-vis d'un capitalisme mondial qui ne peut bénéficier qu'aux puissants. Ces mécanismes contradictoires de légitimation *de fait* de l'oligarchie et de crispations face aux déstructurations sociales ne peuvent que conduire à la naissance de *véritables* extrêmes droites, comme il en existe déjà dans certains pays, combinant squadrisme, intégrismes para-religieux, et doctrines authentiquement racistes.

Ces deux tendances et leurs interconnexions croissantes sont des canaux du ressentiment, de la frustration et du manque : elles ne mènent qu'à la mécanique auto-entretenue de la *confusion* et du *chaos*.

Nous n'avons à choisir aucun camp existant.

L'avenir reste à écrire

La crise s'aggravant, de nombreux et profonds mouvements sociaux sont à prévoir, dont les « indignés » ne sont qu'un léger avant-goût. Ces mouvements seront de plus en plus l'objet de *récupérations*, comme c'est le cas actuellement en Grèce. Sous Hollande, ces mouvements ne pourront constituer un débouché électoral (la gauche est déjà au pouvoir) et n'auront donc pas le soutien des centrales syndicales. Ils risquent donc de se traduire par des *émeutes*

autodestructrices, comme en Angleterre pendant l'été 2011. Mais nous pouvons aussi – et c'est là notre unique chance – *inventer* des formes nouvelles de contestation, comme cela a pu être fait dans l'histoire et semble renaître aujourd'hui.

Des expériences passées, et du meilleur des mouvements actuels, il est possible de tracer quelques perspectives.

- Ne compter que sur nos propres forces.

Il n'y a *rien* à attendre des (ir)responsables politiques ou des prétendus experts, quels que soient les clans auxquels ils appartiennent, et pas plus des multiples appareils partisans, syndicaux ou associatifs qui servent de relais et de vivier à l'oligarchie, en maintenant l'*apathie* et le *suivisme* dans la population.

De la même manière, les *ennemis* des mouvements autonomes doivent être identifiés, qu'il s'agisse des micro-bureaucraties parasitaires qui tenteront de contrôler toute initiative populaire, des bandes assimilées au « lumpen prolétariat » qui n'y cherchent que rapine, ou des variétés infinies de démagogues et autres manipulateurs que l'époque produit en série.

- S'auto-organiser dans la durée.

Nous pouvons nous organiser sur une base *égalitaire*, *démocratique* et *responsable* afin que nos discussions, nos luttes et nos moyens de subsistance nous appartiennent.

Qu'il s'agisse d'assemblées, de comités, de coordinations, de collectifs, d'associations, de réseaux d'échanges et de partages, de mutuelles ou de coopératives, le principe est autant de réinventer des formes sociales, politiques et culturelles émancipatrices que de dessiner la possibilité concrète d'*une autre organisation de la société*.

Celle-ci ne tombera pas du ciel et implique de rompre avec *l'arrivisme*, *le cynisme* et *l'attentisme* profondément ancrés en chacun d'entre nous.

- Se défier des discours prêt-à-penser.

La situation est *absolument inédite* : on ne peut y plaquer aucun schéma préconçu. Il n'existe pas de Solution cachée qu'il suffirait d'appliquer. La multiplicité des problèmes, leur ampleur et leur interdépendance exigent *la création de nouvelles positions politiques* et *un effort de pensée et de lucidité* aussi douloureux soit-il. La révolte ne sera jamais la fin des problèmes, mais plutôt celle des illusions.

Ainsi, une contestation radicale de la situation ne peut que combattre l'oligarchie, *en tant que domination*, mais aussi *en tant qu'aspiration à un mode de vie* qui rend la société invivable et la planète inhabitable.

L'austérité qui s'impose ne peut être combattue efficacement en réclamant un retour à une société où la fausse abondance se paye d'exploitation et d'inégalité : nous voulons un monde d'égalité, de responsabilité et de sobriété, qui ne peut exister que par une gestion radicalement démocratique de la vie collective et de l'accès aux ressources naturelles et aux richesses sociales. Cette idée de base peut servir à nous reconnaître et à nous rassembler pour agir.

Le vampirisme oligarchique face à une société exsangue se traduit de plusieurs manières, complémentaires : fragmentation sociale (Brésil), confusionnisme bénéficiant à l'extrême droite (Maghreb), autoritarisme (Russie), etc. Mais on peut tenter d'instaurer un système politique fondé sur l'*égalité réelle* et la *démocratie directe* pour affronter la situation. Cela ne pourra se faire qu'en retrouvant des réflexes de *solidarité fondamentale*, en réinventant une *émancipation à la fois individuelle et collective*, et avant toute chose, en renouant avec une *volonté lucide* de regarder les réalités en face. C'est *ce sens* que nous voulons faire vivre dans les mouvements qui naissent partout dans le monde.

Juin 2012
Collectif Lieux Communs

La démocratie directe contre la « démocratie représentative »

Ce texte[1] a pour objet de montrer ce qui sépare le système politique existant, appelé « démocratie représentative », de ce que pourrait être une véritable démocratie. Il se divise en quatre parties. Dans la première, nous constatons que les régimes politiques actuels sont hybrides et que ce sont leurs traits non démocratiques qui l'emportent sur leurs traits démocratiques. Dans les parties suivantes, nous voulons montrer que cette situation n'est pas un hasard, mais bien l'aboutissement à la fois logique et historique d'un régime bicentenaire qui n'a fait qu'aggraver les périls depuis une cinquantaine d'années. Enfin, dans la quatrième partie, nous précisons l'héritage sur lequel pourrait, selon nous, se fonder un régime réellement démocratique.

I. Les impasses du régime actuel

Un malaise profond grippe le système électoral et politique actuel. Cette situation que nous connaissons tous est la conjonction de plusieurs choses.

L'aggravation de la situation générale

D'abord, notre inquiétude grandit face à un avenir de plus en plus incertain. Des problèmes perdurent et s'aggravent depuis des décennies (chômage, logement, environnement…), d'autres apparaissent (insécurité, corruption systématique, malbouffe) et rien ne vient ne serait-ce que freiner leur progression. D'une manière plus générale, nous constatons surtout une décomposition de nos sociétés, visible de mille manières : la notion de devoir et de responsabilité semble disparaître à tous les échelons ; la vie en société devient une gêne nécessaire pour les petites affaires personnelles de chacun ; le respect mutuel populaire minimum est en train de se restreindre aux cercles privés, etc. Parallèlement, ce qui a pu faire de l'Occident une source d'inspiration légitime pour le reste du monde est en train de s'effondrer : les droits, les libertés, les acquis sociaux ne cessent de se restreindre, sous la pression des *lobbies* économiques, des corporatismes et des communautarismes divers.

[1] Ce texte est une reprise de notre tract *La démocratie contre les élections*, janvier 2007, disponible sur notre site.

Tout cela demanderait un sursaut, des mesures d'urgence, des politiques énergiques. Mais nous constatons aussi avec inquiétude que ceux qui dirigent ne sont pas à la hauteur, quels qu'ils soient. Au contraire, ils naviguent à vue, au gré de leurs intérêts particuliers et ne prennent que des mesures de court terme. Ils se lancent dans un jeu de manipulation psychologique de la population, leur seul souci étant de la contrôler et d'éviter des débordements excessifs. Incapables de prévenir les catastrophes qui s'annoncent, ils épuisent les marges de manœuvre de la situation actuelle, en accélérant le délabrement social et le ravage écologique.

Les sentiments contradictoires de l'électeur

Nous sommes ainsi tiraillés entre des sentiments contradictoires. D'un côté, le désir de peser sur une société qui devient folle, l'idée que les droits politiques dont nous jouissons, même s'ils s'évaporent, restent exceptionnels en regard du reste du monde, et plus encore des sociétés passées. De l'autre, le sentiment que chaque scrutin ne résout strictement rien, que le pouvoir tombe systématiquement aux mains d'irresponsables, incapables d'éviter seulement que les choses n'empirent. Ces sentiments contradictoires se répercutent sur le système électoral.

Par exemple, les taux de participation aux élections restent relativement élevés, mais les élus connaissent un discrédit quasi immédiat : les « états de grâce » ne durent plus que quelques semaines, et encore. Les partis se maintiennent, se transforment, se rebaptisent, mais ne proposent aucune vision d'avenir. Ils sont désertés et ne sont plus que des marchepieds pour carriéristes. Les campagnes électorales rythment la vie du pays, mais nos choix sont de plus en plus volatils et équivoques : non-inscription sur les listes électorales, abstention, vote nul, vote blanc, vote antisystème, vote sanction, vote « à la gueule », etc., sans même parler du clientélisme qui se développe rapidement. A part quelques enrégimentés, la plupart des électeurs se déplacent « histoire d'éviter le pire », et particulièrement concernant leurs petits intérêts du moment. Mais, dans ce cas-là, « éviter le pire » sert essentiellement à approuver ce système et à légitimer une clique qui continue à piller la planète et à nous conduire droit dans le mur.

Une oligarchie gestionnaire et prédatrice

Le sentiment que « c'est tous la même bande » se renforce. Il tient au fait que les élus se comportent tous en simples gestionnaires de ce qui existe et qu'on ne distingue plus les gestionnaires de gauche des gestionnaires de droite. La compétition électorale ne met plus en présence des

choix de société différents, et il n'existe plus de camps politiques bien marqués : une fois élus, tous mènent la même politique à courte vue qui vise à mettre toute la société sous la coupe réglée des intérêts des puissants, des intérêts financiers, des banques, des capitalistes. La « gauche » se fendra de quelques mesurettes sociales, histoire de limiter la casse et de prévenir les réactions populaires.

Et tous justifient cela en disant que des circonstances extérieures (la crise, le bilan du prédécesseur, la mondialisation, Bruxelles) n'ont pas permis de mener d'autres politiques. Du coup, les électeurs n'ont plus de vrai choix : les programmes électoraux perdent leur sens car ils n'engagent plus à rien – et d'ailleurs, ils tendent à disparaître complètement.

A la racine de cette situation inédite, il y a la superficialité et la stérilité stupéfiantes de la caste dirigeante. Car l'oligarchie en place n'a presque rien de commun avec la bourgeoisie occidentale qui existait il y a encore un siècle : celle-ci reprenait l'institution sociale des pays occidentaux de fond en comble, donnant un sens entièrement nouveau à l'éducation, aux mœurs, à la conduite civique, au rapport du citoyen avec le pouvoir. Elle a aussi bouleversé radicalement presque tous les domaines de la vie humaine : la production matérielle, la création artistique et culturelle, la recherche scientifique, l'interrogation philosophique, existentielle et morale. Bref, elle a réorienté la vie humaine vers d'autres finalités en lui donnant un *sens* entièrement nouveau, un projet de société de longue haleine.

C'est précisément dans cette perspective que les différents courants politiques ont pu surgir en tant que projets de sociétés antagonistes à celui de la bourgeoisie. C'est le cas des mouvements ouvriers dont les luttes populaires acharnées ont radicalement changé le monde occidental (et pas seulement) depuis deux siècles, malgré le fait qu'ils n'ont pas pu abattre les régimes en place.

A l'opposé, l'oligarchie actuelle ne cherche plus que l'accumulation matérielle, la consommation hystérique, la jouissance toujours insatisfaite, l'hédonisme vulgaire. Les pratiques maffieuses, les manipulations, les manœuvres court-termistes et les rafistolages ridicules dévoilent le vide ahurissant de sa mentalité. Même le versant esthétique de cette situation est évident : stérilité de la production artistique, vacuité de la production intellectuelle, répétition, récupération et médiatisation.

Alors que les républiques occidentales du XVIIIe au XIXe siècle étaient surtout travaillées par le projet social des bourgeoisies de l'époque, les prétendues démocraties contemporaines rassemblent tous les traits d'un régime purement oligarchique.

Apparences et faux débats

Mais cela ne doit pas trop se voir, car les dominants tirent leur légitimité des élections, ce qui leur permet de faire passer ce régime pour démocratique. C'est là que les médias interviennent pour donner le change. Faute de vraie différence politique entre deux politiciens, on met en scène leurs différences superficielles : leur personnalité, leur parcours, leur histoire. On les oppose artificiellement, ils se lancent des petites phrases assassines, et cela tient lieu de débat. Ce cirque médiatique est grave car il contribue à rendre irréel le monde dans lequel nous sommes entraînés.

D'abord, il transforme les électeurs en marché de consommateurs, et les hommes politiques en produits marketing. C'est ainsi qu'on parvient à continuer à vendre de la camelote politicienne, malgré les réticences croissantes des électeurs-consommateurs, en racontant de jolies histoires (en marketing, on dit *story-telling*). Ensuite, il occupe tout l'espace. Dans les médias, on n'entend que deux sortes de choses : les piailleries de la politicaille, et des débats désamorcés d'avance. La politicaille met en avant tout ce qui est secondaire : Machin prépare son retour médiatique, Truc et Bidule s'étripent pour la direction du parti, etc. Ces cancans font la joie des commentateurs. Quant aux débats qui abordent les vraies préoccupations de la population, ils sont désamorcés d'avance : les questions sont préformatées, les réponses standardisées, les échanges convenus. Régulièrement, des démagogues se donnent en spectacle, font office d'épouvantails et rabattent les électeurs vers les candidats « sérieux ». C'est ainsi que les préoccupations des gens sont détournées, déformées pour correspondre à celles des politiciens. Lorsque nous soulevons un problème, ils le récupèrent, le détournent, le désamorcent pour le restituer dans leur *novlangue*. Les termes de la question de départ en deviennent méconnaissables.

Des citoyens sans cité

Le jeu électoral ne permet qu'une chose : alterner les équipes au pouvoir. Les figurants changent, mais les rôles restent les mêmes. La majorité minimise les problèmes, et pond des mesures de détail qui ne résolvent rien à long terme. L'opposition dramatise les problèmes pour discréditer la majorité et accéder à son tour au pouvoir. Aucun problème n'est résolu. Au fil des scrutins, la situation ne fait que s'aggraver.

Ce jeu stérile ne laisse aucun espace de véritable débat populaire. Dans les villes, les quartiers, les politiciens et leurs innombrables relais dans la bureaucratie locale veillent à ce qu'aucune initiative pertinente n'échappe à

leur contrôle. De plus en plus, des dispositifs de « démocratie participative » permettent aux élus coupés de la vie ordinaire de récupérer les bonnes idées sans lâcher une once de pouvoir. Alors nous pouvons participer aux réunions « consultatives », ou nous prononcer vaguement pour un projet d'aménagement parmi les trois délires post-modernes présélectionnés par M. le Maire. Mais jamais le processus démocratique n'est mené de bout en bout (information, élaboration, confrontation, vote, suivi, mise en œuvre, etc.). La plupart d'entre nous flairent vite l'arnaque, et désertent aussi sec conseils de quartier, comité consultatifs et autres gadgets participatifs.

Et la démocratie dans la vie quotidienne ?

Nous, « citoyens », sommes donc relégués dans un rôle passif, excepté un jour par an où nous sommes sommés d'aller voter. Le reste du temps, nous bénéficions du droit de ne décider de rien. Bien sûr, les libertés d'expression et d'engagement existent et sont précieuses. Mais militer en dehors des circuits de récupération traditionnels se fait systématiquement contre l'écrasante majorité des institutions en place, et surtout contre ce régime tel qu'il fonctionne, contre l'ensemble de l'organisation de la société. Car une véritable démocratie devrait concerner tous les aspects de notre vie quotidienne. Or, il existe des pans entiers de notre vie où même la démocratie représentative paraît un rêve irréalisable. Au travail, par exemple. On a rarement vu des employés élire leur patron, ni les salaires être soumis à référendum, ou encore un licenciement résulter d'un vote en assemblée générale… Même chose pour les chômeurs face à la CAF ou à Pôle Emploi : on attend de nous une soumission, une obéissance complète, en même temps qu'une participation à notre propre servitude.

Comment croire que nous serions en démocratie, alors que la principale activité de notre vie, celle qui nous fournit nos moyens de subsistance, est presque totalement en dehors de notre contrôle, individuel comme collectif ? L'existence des syndicats ne contredit pas cela. Nous verrons en quoi ils ne résolvent rien, bien au contraire.

Ni démocratie, ni dictature : oligarchie

Bref, ce système électoral et cette société ne sont pas la démocratie. A cela, on nous répond que ce n'est pas la dictature. Mais l'argument ne vaut rien : ce n'est pas parce que tel animal n'est pas un chat que c'est un perroquet. Nous ne vivons ni en démocratie, ni en dictature : nous vivons sous le règne d'une oligarchie, c'est-à-dire dans une société où le pouvoir

est dans les mains d'une minorité, peut-être 1 % de la population en Europe. D'ailleurs, l'élection n'a jamais été un trait démocratique mais bien oligarchique, et ce depuis l'Antiquité.

La population résiste à cette oligarchie de mille manières, dans son quotidien, souvent de façon banale et informelle, pour le meilleur ou pour le pire. Et lorsqu'elle veut protester contre des choix iniques ou un arbitraire un peu trop ostentatoire, elle ne passe pas par le jeu politique, où elle est toujours perdante. Elle descend dans la rue. Les mouvements sociaux sont la seule chose qui freine les délires suicidaires d'un système clos sur lui-même.

Comment reprendre le contrôle de nos vies ?

Une fois ces constats dressés, deux démarches sont possibles. La première consiste à faire ce que les Français font depuis au moins cinquante ans : râler sans fin contre la pluie, le beau temps et les salauds du gouvernement, et espérer secrètement passer entre les gouttes. Démarche d'esclaves volontaires, jamais responsables de rien et qui attendent que ça tombe tout cuit. Il y a un bilan à tirer de ces cinquante ans de râleries : elles sont aussi inefficaces que les politiques gouvernementales qu'elles dénoncent. Elles n'ont jamais empêché les libertés et les droits de reculer. La seconde consiste à prendre nos responsabilités comme individus et à nous efforcer de changer notre sort collectivement. C'est cette démarche qui a permis à maints peuples de gagner leurs libertés et leurs droits, le peuple français comme d'autres.

Cette démarche, c'est l'essence de la démocratie. Toutefois, prendre collectivement son destin en main ne se décide pas du jour au lendemain, et c'est une habitude qui n'existe pas actuellement. Il y a des réflexes à (re)trouver, des inhibitions à lever, des mécanismes de pensée à transformer.

Le mythe de l'homme providentiel

D'abord, d'une manière générale, la tendance est de s'en remettre aux « autorités compétentes ». Face à l'aggravation de la situation, ce réflexe se transforme en recours à un Homme Providentiel. L'avenir de plus en plus incertain pousse à rechercher une solution magique, une personnalité exceptionnelle qui résoudrait tout, enfin : c'est ainsi qu'une communauté d'adultes devient une bande d'individus infantilisés et se jette dans les bras du premier démagogue venu. C'est se décharger à bon compte d'une décomposition sociale qui exigerait un engagement durable de tous.

Réflexe archaïque et passablement dangereux, que l'on voit déjà à l'œuvre, et qui ne peut qu'empirer si rien ne vient enrayer la mécanique actuelle.

Pouvons-nous nous passer d'élus ?

Il y a ensuite d'autres réticences très compréhensibles. Pouvons-nous nous passer de nos élus, de nos dirigeants ? Sans leur savoir-faire, comment assurerons-nous le fonctionnement de la société ? Comment résoudrons-nous des questions vitales comme la distribution d'eau, d'électricité, de nourriture, etc. ? C'est un des arguments des oligarques pour essayer de justifier leur légitimité : la gestion de villes, de régions, de pays est complexe et doit être confiée à des spécialistes. Mais il faudrait que les élus nous expliquent un jour de quoi ils sont spécialistes. Les députés votent des lois sur des questions souvent très spécialisées et extrêmement diverses. Mais personne (à commencer par eux !) ne peut être spécialiste de tout. Et de fait, la plupart du temps, ils ne savent même pas ce qu'ils votent : ils suivent seulement les consignes de leur parti ou des technocrates qui les entourent et qui contrôlent *de fait* les partis ainsi que les hauts rangs de l'administration étatique. Ces gens sont de véritables décideurs inamovibles : ils rédigent les lois et formulent l'essentiel de la politique dans des dossiers délicats (économie, défense, énergie, emploi, politique extérieure) de chaque gouvernement, dont les membres sont en fait leurs porte-parole. Bien souvent, les élus votent sans les lire des projets de loi quelquefois directement rédigés par des *lobbies* privés, certains que la contrepartie en nature ou en espèces leur sera profitable. Bref, ils ne sont pas plus spécialistes que vous et nous, bien au contraire, puisque vous et nous connaissons les décisions à prendre qui amélioreraient notre situation et celle de nos semblables.

Non, ce qui distingue un élu d'un simple quidam, ce ne sont pas ses qualités d'expert (l'ensemble des « quidams » a plus de compétences que les élus et l'administration réunis), c'est son appartenance à une caste qui considère la sphère publique comme son domaine privé. L'oligarchie ne recherche que ses propres intérêts, son propre maintien, que viennent régulièrement légitimer les « consultations électorales ». Un député nouvellement élu est l'obligé du clan auquel il doit son élection, qui l'a investi, qui a financé sa campagne. Lorsqu'il prend ses fonctions, il doit tenir compte de tel groupe industriel qui est le premier employeur de la région, du club des entrepreneurs locaux, de la société qui sponsorise le festival local, etc. Ces gens-là font désormais partie de son paysage

quotidien, tandis que la foule des électeurs s'efface à l'arrière-plan. S'il lui arrive d'oublier ses obligations envers sa caste, un froncement de sourcils de M. le Préfet, le conseil amical d'un collègue et, au besoin, un coup de fil du ministre le rappelleront à l'ordre. Mais il y a rarement besoin d'en arriver là : l'élu sait exactement à quoi il s'engage.

Les « bons » élus...

Bien sûr, on peut trouver, parmi les conseillers municipaux ou les maires de petites communes, des gens qui prennent véritablement à cœur le sort des populations. Mais ceux-là sont impuissants, parce que les échelons supérieurs sont verrouillés par les oligarques. S'ils bronchent trop, la communauté de commune, le conseil général les mettront au pas. Ah, tu n'es pas content ? Eh bien on ne te donnera pas d'argent pour refaire ta route.

Ce que nous pensons de la représentation s'applique aussi à la représentation syndicale. Comme les représentants politiques, les bureaucraties syndicales forment un monde à part. Leurs cadres, leurs dirigeants font partie de l'oligarchie, au même titre que les politiciens et les capitalistes. Comme chez les politiciens, il peut y avoir à la base des gens intègres et réellement soucieux de l'intérêt des salariés. Mais ces « représentants syndicaux » participent du système représentatif qui nous dépossède de nos droits. Ce que nous exprimons ici, c'est ce que ressentent plus ou moins confusément 93 % des salariés français, qui désertent les mascarades que sont les élections professionnelles.

Finalement, les élections représentatives ne sont plus aujourd'hui que le moyen par lequel un peuple se décharge de ses responsabilités au profit de l'oligarchie. La question est : peut-on fonder une démocratie en remontant aux sources, à l'esprit initial du système ? Ou faudra-t-il inventer d'autres institutions, en nous inspirant d'autres traditions politiques ?

II. Les fondements du régime représentatif

Le 18 mars 2012 à quatorze heures, place de la Nation à Paris, un cortège de partisans de Jean-Luc Mélenchon s'ébranle en direction de la Bastille. La campagne présidentielle bat alors son plein. Des participants arborent des pancartes « *Pour une VIe République* ». L'un d'entre nous interpelle quelques personnes : « *C'est quoi, la VIe République ? Vous*

voulez conserver le système représentatif ? » Silences stupéfaits : les militants apostrophés ne saisissent pas le sens de la question et l'un ne trouve qu'à répondre, résumant magnifiquement la vacuité ambiante : « *Viens à cinq heures à la Bastille* [sous-entendu : écouter le discours du Chef] *et tu vas voir ce que c'est, la VIe Republique ! »*

Démocratie, république, représentation ?

Notre système politique est une « démocratie représentative ». Mais qu'est-ce que ça veut dire exactement ? Qu'est-ce que le système représentatif ? La république ? La démocratie ? Depuis deux cents ans, ces trois notions sont si bien embrouillées que lorsque nous disons « nous voulons la démocratie, pas une république fondée sur la représentation », les gens n'entendent qu'un charabia incompréhensible. Essayons de démêler tout cela en remontant aux Lumières, où les bases du système politique actuel furent posées.

Quand la démocratie était suspecte...

Une erreur serait de croire que les penseurs des Lumières voulaient la démocratie. Au XVIIIe siècle, démocratie était un mot suspect, voire franchement péjoratif. Les penseurs d'alors voulaient en finir avec la monarchie absolue et les privilèges de naissance. Mais de là à vouloir que le pouvoir tombe aux mains du « peuple en corps », il y avait un gouffre. Car ce qu'on appelait « démocratie » à l'époque, c'était ce qu'on en lisait chez Platon et Aristote : le pouvoir était donné à tous les citoyens (c'est-à-dire tous les Athéniens mâles, adultes et libres), et ceux-ci l'exerçaient directement en se réunissant quarante fois par an en une assemblée de cinq ou six mille personnes.

Pour nos philosophes, les législateurs athéniens, les Solon, les Clisthène étaient jugés bien imprudents de vouloir donner de tels pouvoirs à la populace ! Voltaire leur préférait d'autres figures, comme Pisistrate, le tyran débonnaire assimilé aux despotes éclairés du XVIIIe siècle. On préférait l'idée d'aristocratie (c'est-à-dire du gouvernement des meilleurs), en escomptant bien que les « meilleurs » ne soient plus désignés par leur naissance, mais par leurs mérites. Le modèle était donc plutôt le système politique anglais, qui assurait des droits individuels (*habeas corpus* de 1679) et instaurait un équilibre entre les pouvoirs du roi, de la noblesse et de la bourgeoisie. Exception notable pourtant : Rousseau, qui était républicain et critiquait violemment le système anglais, préférant confusément la royauté de Sparte au système démocratique athénien.

Sous les Lumières, donc, la démocratie avait mauvaise réputation. Elle était vue comme une menace synonyme de chaos, et être traité de démocrate n'était pas un compliment. Cela tenait autant à la nature même de la démocratie qu'aux auteurs antiques qui en parlaient le plus : Platon était hostile à la démocratie, et Aristote, qui voyait alors la démocratie antique sombrer sous ses yeux dans l'irresponsabilité et la démagogie, s'en méfiait énormément.

Le gouvernement représentatif contre l'expression populaire

Ainsi, lorsqu'en septembre 1789, les députés du tiers état se réunirent pour donner une Constitution à la France, ils choisirent le système représentatif. C'était alors un système censitaire et parlementaire. Censitaire, parce que seuls des « gens de biens » (des adultes mâles et propriétaires) avaient le droit de vote. Et parlementaire, car ils élisaient un notable local sur une base personnelle. Ce notable avait ensuite toute liberté de décisions au parlement, tandis que la « société civile » n'y avait pas droit de cité. Ce furent notamment Sieyès (en France) et Madison (aux États-Unis) qui défendirent ce qu'ils nommèrent le gouvernement représentatif. Ils ne l'appelèrent pas démocratie, et pour cause : ils l'opposaient explicitement et volontairement à la démocratie, à l'auto-gouvernement du peuple, jugé impossible, trop dangereux, inefficace. C'est donc dès son origine que ce système a été entièrement conçu pour prémunir le gouvernement contre l'expression de la population.

Pour reprendre la terminologie de Montesquieu, la nature du gouvernement fut donc la république, et son principe fut le gouvernement représentatif. Principe aristocratique, et non démocratique : entre deux élections, les électeurs n'ont aucun moyen de révoquer ni de sanctionner les élus. Et ce n'est pas par négligence, mais pour laisser à l'élu toute sa liberté de décision, indépendamment de ses électeurs, qui le jugeront sur ses résultats.

L'irruption imprévue du peuple

Mais les philosophes des Lumières n'étaient qu'une partie de ce grand courant émancipateur qui a traversé l'Occident, depuis au moins le XIIe siècle. Ce mouvement d'une société qui se transforme elle-même a été porté par une grande partie de la population : l'habitant du bourg qui s'émancipe des contraintes seigneuriales, l'artiste qui innove et transgresse les canons établis, la femme qui refuse d'être assignée à sa condition d'inférieure, le paysan qui lutte contre les spoliations de l'Église, le

fantassin qui refuse de réprimer ses frères en révoltes ou encore l'ouvrier des manufactures qui commence à s'auto-éduquer pour combattre les exigences du patron. Ce peuple voulait, lui aussi, et depuis trois siècles, la liberté et l'égalité, sans savoir lire une ligne de latin ou de grec, ou même de français.

Alors, entre le 20 juin 1789, où les députés du Tiers firent le serment de donner une Constitution à la France, et septembre-octobre, où ils rédigèrent une Constitution monarchique, il y eut le 14 juillet, qui marqua symboliquement l'irruption du peuple sur la scène politique. Les gens, que les fusils des bataillons du roi traitaient à égalité, ne comprenaient pas le suffrage censitaire. Les femmes de Paris, qui avaient effectué un raid sur Versailles pour ramener la famille royale à Paris, ne comprenaient pas pourquoi elles n'avaient aucun droit politique. Les gens se mêlaient de tout, discutaient partout, et face à cette éruption démocratique, le système politique fut constamment à la traîne, lâchant des droits et établissant de plus en plus d'égalité sous la contrainte directe de la population. Les gens l'investirent donc peu : pendant la Révolution, les taux de participation aux élections tournaient autour de 10 %. Par contre, la population mettait son nez partout, s'invitait à l'assemblée, imposant un contrôle de fait sur les débats. L'élément démocratique n'était pas prévu à la base. Il fut imposé par la population, par ses luttes et son comportement quotidien.

La démocratie ne peut venir que du peuple

Le gouvernement représentatif est donc par nature un régime aristocratique, et ne prend des traits démocratiques que sous l'impulsion des luttes sociales. Mais ces traits sont contraires à ses principes et à son évolution naturelle : livré à lui-même, en l'absence de pression populaire, il tend automatiquement à constituer une oligarchie.

Ainsi, par exemple, il n'y aurait pas eu de suffrage universel sans l'irruption des ouvriers en 1848. La IIIe République n'aurait jamais institué les mesures de justice distributive (école, accès au chemin de fer) si la Commune n'avait pas, dix ans plus tôt, posé des revendications égalitaires et libertaires. La séparation de l'Église et de l'État, clairement établie par les communards en 1871, ne sera instaurée que 34 ans plus tard… C'est tout le mouvement ouvrier du XIXe et du début du XXe siècle qui va inventer les syndicats, la protection sociale (retraite, maladie) et l'éducation populaire, qui deviendront après-guerre la Sécurité sociale et l'État-Providence. De même évidemment pour l'augmentation des salaires : sans les luttes innombrables de générations d'ouvriers et d'employés, jamais les

dirigeants n'en auraient fait un levier économique. Chacun des traits égalitaires du système, nous le devons à la crainte que nous inspirons à la caste dirigeante. En l'absence de luttes, dans une période d'apathie prolongée, le système grignote ce qui lui a été arraché et suit sa pente naturelle vers l'oligarchie. C'est ce qui est en train de se passer.

Le monde des élus n'est pas celui du peuple

Depuis cinquante ans, face à l'apathie croissante de la population, la gauche s'est alignée peu à peu sur les positions de la droite. Les décisions importantes ne se prennent aujourd'hui même plus au niveau des gouvernements nationaux ou internationaux sous la pression des industriels ou des *lobbies*, mais au niveau d'instances supranationales non élues : FMI, Banque mondiale, OMC, Commission européenne, etc. Formellement, nous choisissons les gouvernements qui désignent ces dirigeants. Mais en réalité, qui a son mot à dire dans ces désignations ? Cela ne nécessite-t-il pas d'être extrêmement riche, ou extrêmement influent ? Cette richesse, cette influence ne constituent-elles pas de fait un cens autrement plus élevé que celui de 1789 ? Même le cens de 1817, où le peuple était officiellement exclu du pouvoir politique, était plus démocratique, qui permettait à 110 000 riches de choisir leurs élus parmi les 16 000 plus riches d'entre eux. Malgré tous les discours sur la « démocratie », le système ne reconnaît aucune égalité (ni politique ni économique) entre les membres de la caste dirigeante et le reste de la population.

Le grand mensonge

Malgré ces évidences facilement vérifiables pour qui veut, notre régime est qualifié de « démocratie ». Il ne l'est que depuis un siècle. Nos oligarques contemporains sont bien plus hypocrites que leurs prédécesseurs, qui eux, au moins, proclamaient haut et fort que le pouvoir du peuple signifiait la fin du monde. Nos arrivistes prennent le pouvoir en jurant par tous les saints que c'est pour que le peuple décide ! C'est ainsi qu'on nous raconte que, au bout du compte, l'élu est habité par la volonté de ses administrés. Quelle idée étrange, si l'on y réfléchit un peu ! Elle ne tient aucun compte de la réalité complexe ni de l'être humain ni de la société. Comment un individu peut-il penser (car c'est l'étymologie radicale du mot *député*) et surtout décider à la place de milliers d'autres ? Si nous avons quelque chose à dire, nous pouvons le dire. Si quelqu'un le dit mieux que nous, nous pouvons nous taire et le laisser parler. Mais ce n'est pas ce que fait un représentant : il pense et parle en notre nom, sans nous

demander notre avis. Selon ce conte pour grands enfants, l'Assemblée est la représentation exacte, mais en miniature, de la nation. Mais jamais une assemblée ne pourra être le résumé de la société, la maquette à l'identique de toute la collectivité. L'introduction de quotas, de femmes, d'ouvriers ou de personnes issues de l'immigration, non seulement montre bien que l'Assemblée n'est pas la société, mais surtout ne résout strictement rien : une femme ne décidera pas forcément dans l'intérêt des femmes, un Noir ne pense pas comme tous les Noirs, un ouvrier n'a pas la même opinion que tous les ouvriers, etc. Par où que l'on prenne le problème, c'est d'une prétention sans nom et une insulte que de vouloir réduire la complexité sociale sans la mutiler.

Nous sommes donc pour la démocratie, mais contre la république et le système représentatif, qui sont antidémocratiques par principe. Et nous ne voyons personne, sur la scène politique, prendre la mesure de ces positions. Elles sont d'autant moins faciles à défendre que nous vivons une période d'intense décomposition sociale. Celle-ci est visible dans le fonctionnement électoral, dont nous avons parlé en première partie, mais provient aussi d'un élément que nous n'avons encore que peu abordé : le comportement et la culture populaire contemporains, qui sont actuellement radicalement incompatibles avec un fonctionnement démocratique.

III. Le peuple a la « démocratie » qu'il mérite

Lorsque nous parlons de décomposition sociale, nous parlons essentiellement de la perte de sens de la vie collective et individuelle.

La confusion contemporaine

Nous pouvons ressentir cette perte de sens dans tous les aspects de la vie quotidienne. Dans le monde du travail, par exemple. Lorsque nous postulons à un CDD payé au SMIC, nous devons avoir l'air aussi motivés que si c'était LE travail de notre vie, tout en sachant très bien que ce n'est qu'un gagne-pain. En poste fixe, chacune des tâches que nous avons à faire est automatisée et, considérées toutes ensemble, elles ne font que participer à l'injustice sociale, au gâchis environnemental, etc. La même vacuité frappe la culture : nous allons voir un film parce qu'il est unanimement salué par la critique, et nous constatons que c'est une daube en bonne et due forme. Devant une installation d'art contemporain, nous essayons vainement de comprendre la démarche de l'artiste (qui est là, l'air pénétré, entouré d'une cour de lèche-pompes), et nous finissons par nous extasier

devant un extincteur d'incendie, croyant qu'il fait partie de l'installation. Dans l'alimentation ? Nous nous méfions des lasagnes surgelées, et nous nous intoxiquons avec de la farine bio mal conditionnée. La santé ? Les urgences médicales sont saturées en premier lieu, non pas de cas de maladies ou d'accidents, mais de conduites à risques : circulation automobile, toxicomanies, tentatives de suicide.

Ce vide de sens est la cause de la « crise de l'éducation » : si nous-mêmes sommes paumés, que pouvons-nous bien transmettre aux générations suivantes ? Sur quoi un enseignant peut-il fonder son autorité, quand il est de moins en moins facile de donner envie aux enfants et aux adolescents de participer à cette société ? Le charisme ? L'argumentation ? La violence ? La crise de sens entraîne une crise de l'autorité. De toute forme d'autorité.

Nos vies n'ont plus de sens, parce que nous recevons de toutes parts des messages contradictoires issus de systèmes de valeurs contradictoires. Mais comme aucun système de valeurs ne l'emporte jamais complètement sur un autre, nous sommes là, à hésiter, à aller dans une direction, puis à revenir en arrière. Ce problème frappe toutes les classes d'âge, toutes les catégories sociales, dans tous les pays qui intègrent la culture mondialisée. Comment en est-on arrivés là ? Pour le comprendre, il faut remonter en arrière d'un demi-siècle.

La rupture des années 1960

Jusque dans les années 1950, les sociétés occidentales étaient des sociétés de pénurie. La mentalité qui allait avec était « faite de patientes attentes, de progrès mesurables ». Elle était encore marquée par la religion et la hiérarchie. Peu à peu, les effets des politiques économiques et sociales d'après-guerre se firent sentir. L'instauration d'un État-Providence, l'augmentation régulière des salaires, qui suivait la forte croissance de l'économie, débouchèrent au début des années 1960 sur une accession massive à la société de consommation.

La vieille mentalité de pénurie fut alors balayée. La croyance d'une récompense dans l'au-delà fut remplacée par la promesse réalisable d'un paradis sur terre fait d'abondance. Les gens se plongèrent dans l'amnésie en imaginant que leur présent serait éternel. La recherche de satisfaction immédiate devint alors de plus en plus pressante, sans égard pour les réalités. Ce fut un véritable changement anthropologique qui marqua toute la génération des *baby-boomers*. Mais il suscita aussi l'engouement d'une

grande partie des générations précédentes, et des cultures non occidentales, comme si le mythe de l'abondance était enfin réalisé sur Terre.

A la fin de la décennie, la vacuité de ce mode de vie éclata au grand jour : tous les mouvements autour de 1968, de la Turquie aux États-Unis, du Mexique à la France, s'insurgèrent à la fois contre le vieux monde qui s'effaçait et contre la perspective d'une existence vouée à l'accumulation, aux carrières toutes tracées et au conformisme social. D'un coup, toutes les contradictions des sociétés occidentales éclatèrent, sans qu'aucune initiative, ni les communautés hippies, ni la prise de drogues psychédéliques, ni l'engagement dans les guérillas, ni le marxo-freudisme, ne parviennent à proposer une autre manière de vivre.

De la crise des valeurs à leur effondrement

Or, toutes les sociétés ont fondé leur cohésion sur un système de valeurs. Nous avons besoin de règles communes. C'est ce qui nous permet de vivre ensemble, ce qui donne un sens à nos actes. La question n'est pas ici de savoir si ces règles sont justes ou non. Dire « la place de la femme est au foyer » ou « on a le droit de manger ses ennemis » n'est pas juste. Mais cela a donné une cohésion à des sociétés millénaires. Aucune société ne peut exister sans système de valeurs partagées par tous, ou au moins par une grosse majorité. Les sociétés humaines connaissent des crises de valeurs lorsqu'en leur sein deux systèmes de valeurs s'affrontent – et elles connaissent un effondrement interne lorsque leurs valeurs se révèlent incompatibles avec la vie sociale elle-même.

Dans les années 1960, le statut de l'homme chef de famille entra en conflit avec les revendications d'égalité des femmes. A l'école, les élèves remirent en cause l'autorité du maître. Les valeurs morales explosèrent : De Gaulle s'astreignait à une conduite fondée sur l'honneur, et lorsqu'il recevait à Colombey, c'était à ses frais. Aujourd'hui, on mesure la dégringolade. plus personne n'a de principes : on ment, on triche… Tout le monde semble guidé par un cynique « pas vu pas pris ».

Cette crise des valeurs s'est ajoutée à d'autres crises qui couvaient depuis l'époque moderne (c'est-à-dire la première moitié du XXe siècle). Par exemple, la perte de sens du travail : pour un artisan, qui conçoit et fabrique un objet de A à Z, le travail peut encore être source de fierté et d'accomplissement de soi. Pour un ouvrier d'usine, qui ne fabrique que les composants d'un appareil électronique, le travail ne donne aucun sens à sa vie. Il lui permet juste de gagner un salaire.

Même chose concernant l'art : en 1917, Marcel Duchamp prit un objet

industriel fabriqué en série (un urinoir) et l'érigea en œuvre d'art. Depuis, il est devenu impossible de distinguer un objet ordinaire d'une œuvre d'art. Il faut que quelqu'un décrète (à quel titre ? et au nom de quoi ?) que tel sac transparent rempli de déchets est l'œuvre d'Untel, et est coté 20 000 €, et que tel autre vient de la cafétéria du musée et n'a aucune valeur. La *Joconde* avait un sens par elle-même. L'œuvre contemporaine, non. La preuve : elle a constamment besoin d'un discours, d'un contexte (exposition, lieu de vente) qui lui en donne un.

La science connaît aussi une crise : les scientifiques sont de plus en plus pointus, spécialisés dans un domaine qui a son jargon propre. Cette hyperspécialisation crée un cloisonnement des disciplines. Le biologiste n'a plus de terrain commun pour dialoguer avec l'astrophysicien. Bref, on ne peut plus vraiment parler de « communauté » scientifique.

Consumérisme et individualisme

Les valeurs qui sortirent victorieuses de la crise des années 1960 furent celles de la société de consommation.

La première est le consumérisme. La vie n'a d'intérêt que si l'on acquiert ce qui est nouveau, ce qui vient de sortir. Le dernier portable, le dernier accessoire de mode, etc. Le consumérisme crée un état d'insatisfaction permanente : la dernière mode est toujours à venir. Et il entraîne l'accumulation d'objets inutiles : on n'a très vite plus besoin de ceux qu'on achète, puisqu'ils sont remplacés en permanence par de nouveaux objets.

La seconde est l'individualisme : chacun s'imagine libre et autonome parce qu'il peut satisfaire ses désirs immédiats. Mais cet individualisme n'est pas la liberté, ni l'autonomie, ni l'expression d'une individualité. Il n'est qu'un conformisme grossier. Huit cent millions de personnes achètent la même tablette numérique ; tout le monde est libre de surfer sur le *web*… et tout le monde regarde le même clip musical. Tout le monde a le loisir de zapper entre deux cents chaînes thématiques, ou d'aller à Carrefour s'il en a marre d'aller à Auchan.

Valeurs creuses, qui ne créent aucune cohésion sociale. Au contraire, elles dissolvent les liens sociaux. C'est ce que Cornelius Castoriadis appelle la privatisation des individus. Chacun se replie dans sa sphère privée en se mêlant le moins possible des affaires des autres et en laissant les affaires publiques entre les mains d'intérêts privés.

Montée de l'insignifiance

Pour que les gens consomment, il faut qu'ils croient que ce qui vient de sortir est mieux que ce qu'ils ont déjà. Pour le leur vendre, il faut le leur présenter comme quelque chose de nouveau, de révolutionnaire, de subversif, de décalé. Pour cela, tout le monde s'y met : les publicitaires bien sûr, mais aussi les critiques, les artistes, et les chercheurs (qui doivent faire la « promo » de leurs découvertes pour lever des fonds). Tout ce qui se vend est présenté comme génial, époustouflant, passionnant, exceptionnel, etc. Mais ces mots finissent par ne plus avoir aucun sens : si tout est révolutionnaire tout le temps, alors plus rien ne l'est vraiment.

Ce culte d'une nouveauté incessante masque une réalité moins reluisante. Si on se demande « quoi de vraiment neuf depuis quarante ans ? », on se rend compte que notre époque n'a fait que creuser des sillons tracés avant 1970. La découverte du boson de Higgs ? Une tentative de concilier deux théories centenaires, mais pas une théorie nouvelle. L'ordinateur, le téléphone portable, les réseaux informatiques ? Leurs principes existaient déjà il y a quarante ans : on n'a fait que développer la technique en rendant les appareils plus petits, les interfaces plus commodes, les réseaux plus étendus, la diffusion plus massive, le prix plus abordable. La musique, la peinture, la littérature, la mode vestimentaire ? Elles tournent en rond au moins depuis quarante ans.

Nous ne vivons pas une époque d'invention mais une époque de reproduction à l'identique (fichiers numériques), de recyclage, de recombinaison de choses déjà vues. Le cinéma, les séries télévisées revisitent les œuvres passées. On combine deux objets (un téléphone et un ordinateur) pour en faire un troisième (une tablette numérique). On sample des bouts de musiques vivantes, on les fait tourner en boucle, et on colle par-dessus la nullité propre à notre époque : l'arrivisme vulgaire et outrancier du rappeur, l'hubris alcoolisé de la chanteuse refaite, le murmure atone du bobo dépressif…

Sans doute exagérons-nous : il reste des éclairs de créativité. Mais dans ce monde où tout est « tendance », nous voudrions souligner la tendance lourde de notre époque. Les derniers signes de vie de la créativité occidentale remontent maintenant à plus d'une génération. Depuis, on peut se demander si elle n'a pas subi le sort de la maman d'Anthony Perkins dans *Psychose* : on ne la voit que de dos dans son fauteuil. Mais toute la clique médiatique nous assure à coups d'hyperboles qu'elle se porte à merveille.

Bureaucratisation et désertion des luttes

Pourquoi cette crise des valeurs n'a-t-elle pas débouché sur autre chose ? Sans doute parce que la tentative précédente de changer le monde a été un échec retentissant. La fin des années 1950 a vu la disparition progressive de la classe ouvrière comme force politique. Les gens ont commencé à se désinvestir des organisations syndicales et politiques censées les représenter. Ce fut le début d'un cercle vicieux : plus les gens se désinvestissaient, plus les militants politiques et syndicaux faisaient les choses à leur place. Plus ils faisaient à leur place, moins les gens avaient envie de s'investir. Mais il y a un point de départ à ce cercle vicieux. C'est le comportement des organisations politiques et syndicales. Depuis la scission entre socialistes et communistes en 1917-1920, leur responsabilité est écrasante. Les communistes ont instauré en URSS un régime épouvantable qui n'a jamais supprimé l'exploitation. Leur tissu de mensonges sur la nature de ce régime commença sérieusement à se déchirer au milieu des années 1950, avec la mort de Staline, l'insurrection polonaise et la Révolution hongroise. Le même enthousiasme et les mêmes désillusions se sont répétés *ad nauseam* les décennies suivantes, avec la Chine ou Cuba, puis avec le naufrage des décolonisations, dont les extrêmes droites religieuses sont une des conséquences. Les socialistes ont progressivement participé à des gouvernements de gestion loyale des intérêts capitalistes. Quant aux syndicats, chaque fois que les travailleurs ont montré un désir de s'impliquer activement et de prendre leur sort en main, ils ont freiné des quatre fers, sinon purement et simplement saboté les mobilisations. Partout, les espoirs ont été trahis, et pour chacun, c'est la notion même d'espoir qui n'a plus lieu d'être.

La conjonction de ces deux phénomènes – accès à la société de consommation et désertion des luttes – a abouti à une apathie de la population qui perdure encore aujourd'hui. Cela a entraîné l'atomisation de la société et la disparition du peuple. Lorsque régulièrement les gauchistes défilent dans le quartier de la Bastille à Paris en scandant « *Paris, debout, soulève-toi !* », la dernière fois lors de l'éphémère mouvement des « indignés », l'impression est glaçante. D'abord parce qu'ils semblent venir d'une autre planète, mais surtout parce qu'il ne reste aucune trace, dans le Faubourg aux boutiques chic et aux passants élégants, du peuple qui a vécu là et s'est soulevé maintes fois pour la liberté et l'égalité. On croirait que ces émeutes ont eu lieu dans un autre pays. A mesure que disparaît le peuple émerge un type d'individu politiquement apathique. A gauche, on a coutume de dire que

c'est la crise et les offensives « néolibérales » qui auraient provoqué le désarroi de la population, et donc son apathie. Nous ne sommes pas d'accord. L'apathie a *précédé* – et permis – l'offensive de la droite.

L'offensive de la droite

Les deux chocs pétroliers (1974 et 1979) ont marqué un ralentissement de l'activité économique. Cela a été le prétexte d'une offensive menée par Ronald Reagan (président des États-Unis de 1980 à 1988) et Margaret Thatcher (Premier ministre britannique de 1979 à 1990). Entre 1945 et 1975, il y avait eu des dirigeants largement aussi réactionnaires que Reagan et Thatcher. Mais ils ne se seraient jamais permis une telle offensive. La population ne se serait pas laissé faire. Ce qui a permis cette offensive, c'est l'apathie de la population.

A la suite de Reagan et de Thatcher, les États occidentaux ont donné la priorité absolue au profit des entreprises. Ils se sont eux-mêmes privés des moyens qu'ils avaient d'imposer leurs volontés aux marchés financiers : le contrôle du taux de change, des échanges extérieurs, de la demande interne. Ils ont favorisé les mouvements de capitaux et simplifié les procédures de licenciements. Ces mesures ont abouti à un chômage de masse, qui a permis aux capitalistes d'imposer un chantage permanent aux travailleurs : si vous n'êtes pas contents, je délocalise à Taiwan. Ainsi, au lieu de répartir équitablement les effets de la crise économique, les États occidentaux l'ont fait peser sur les 20 % les plus pauvres de la société. Du coup, ceux-ci n'ont pu se défendre que de façon explosive et inefficace.

Ce *hold-up* s'est paré d'un camouflage idéologique vantant la liberté d'entreprendre, la réduction de l'État à ses fonctions policières, et une mondialisation inéluctable. Il n'y a jamais eu « moins d'État » : les budgets des États au début et à la fin de la décennie 1980 n'ont pas diminué. Mais la part des dépenses consacrées aux besoins des populations a diminué, et les cadeaux aux capitalistes ont augmenté. Depuis, chaque crise financière est prétexte à augmenter les dettes publiques et les profits privés.

Le désarroi des populations a été aggravé par l'effondrement idéologique de la gauche. En France, Mitterrand participa à l'offensive de droite dès 1983 avec le « tournant de la rigueur ». En 1989, le mur de Berlin s'effondra. Mais personne parmi les politiciens de gauche ne fit de bilan et ne tira de leçons. Personne ne voulut voir que l'apathie des populations avait précédé et rendu possible l'offensive de la droite, et qu'à l'origine de cette

apathie, il y avait deux choses très gênantes pour la « gauche » : le bilan catastrophique du « socialisme » (dans la version française du PC ou l'horreur soviétique) ; et une population dont le comportement contrastait avec l'idée que les gens sont constamment sur le point de se révolter contre un système qui les plonge dans la misère. Au contraire, ils sont prêts à se battre pour rester dans ce système qui apporte au pékin de base un niveau de vie inouï dans l'histoire.

Triomphe de la mentalité oligarchique

Ainsi, la mentalité de la caste dirigeante a pénétré l'immense majorité de la population. Toute idée de transformation sociale provoque scepticisme ou moqueries. Les gens adhèrent à la société de consommation, et sont prêts à se battre pour y entrer ou ne pas en sortir. Ils se sentent en concurrence les uns avec les autres. Ils regardent de travers ceux qui gagnent 100 € de plus qu'eux, mais s'identifient aux entrepreneurs ou aux footballeurs qui gagnent 200 fois leur salaire. La mentalité vénale progresse : il est de plus en plus admis de réussir socialement en faisant pute (Zahia) ou *gangster* (Rohff, Booba, etc.). Tout le monde veut tout tout de suite et la non-satisfaction immédiate peut entraîner des déchaînements de violence.

La caste dirigeante est en train de réussir à tuer dans l'œuf toute possibilité de contestation sociale majeure. Mais ce désir de maîtrise absolue de la situation pose un problème pour la caste dirigeante elle-même. Entre 1800 et 1960, la grande force du capitalisme était qu'il se nourrissait de sa propre contestation. Celle-ci était fondée sur des valeurs de liberté, d'égalité, de générosité, de partage. En tarissant les sources de cette contestation, l'oligarchie se prive de la vitalité et de la créativité du peuple, qu'elle récupérait et détournait à son profit. Les révoltes de la population régulaient le système, posaient des limites, comme les adultes posent des limites à des enfants capricieux. Mais, laissée à elle-même sans contrepoids à ses délires de toute-puissance, l'oligarchie n'est capable d'aucune créativité. Ses valeurs cardinales, l'égoïsme, l'arrivisme, l'opportunisme, la prédation et le nihilisme sont radicalement incompatibles avec le maintien d'une société. Que font les oligarques richissimes livrés à eux-mêmes ? Ils s'achètent des yachts dotés des installations les plus extravagantes : un héliport, une forêt, un système antimissiles… et ils font le concours de qui aura le plus gros. En étendant sa mentalité à toute la population, l'oligarchie enlève tout garde-fou à ces délires infantiles, et accélère le délabrement de nos civilisations.

« Elle crèvera ou nous crèverons. » Tel était le credo de l'équipage du capitaine Achab lorsqu'il poursuivait la baleine. « Elle crèvera et nous crèverons. » Voilà ce que nous pourrons dire si nous laissons l'oligarchie faire ou si nous la suivons dans son délire d'accumulation et de puissance.

IV. Nos héritages, positions et propositions

Résumons-nous. D'abord, le système politique actuel, qu'on nous présente comme démocratique, ne l'est pas : l'oligarchie fait tout pour que les populations n'aient pas de rôle actif dans leurs propres affaires. Ensuite, la tendance depuis cinquante ans est l'apathie, l'adhésion aux valeurs de la société de consommation (consumérisme, individualisme). Or celles-ci nous confortent dans notre rôle passif et détruisent la cohésion sociale. Elles atomisent les individus, renforçant leur désir d'illimité là où l'état du monde actuel exigerait de l'autolimitation, sous forme, par exemple, de sobriété dans la consommation.

Pour un autre type anthropologique

Vouloir une autre société, c'est vouloir changer nos comportements de tous les jours. Cela ne se fait pas en un jour ni sur simple décision de la volonté. C'est toute notre éducation, tout ce à quoi nous incite cette société pendant toute notre vie, qu'il faut repenser.

On peut comprendre le travail à effectuer, qui ne peut l'être que sur des générations, en prenant l'exemple d'un train qui tombe en panne en rase campagne. Lorsque nous parlons de changement de personnalité, de type anthropologique, nous parlons de réactions dans de telles situations. Le train s'arrête, la direction se « couvre » en gardant les gens enfermés dans le train et leur donne peu d'informations, leur demandant juste de patienter. Aujourd'hui, en Occident, la première réaction des passagers est de céder à cette injonction de passivité et de stresser, chacun dans son coin, face à cette interruption de leur vie trépidante. Ce n'est que lorsque l'attente se prolonge que les gens se mettent à râler, demandant à voir les responsables, etc. On portera plainte plus tard. Quelques-uns commencent à s'organiser collectivement sur place pour parer aux urgences : les enfants, les personnes fragiles, etc. Dans les pays encore traditionnels, les gens s'auto-organisent immédiatement : on se distribue l'eau, on s'occupe des plus faibles, on partage le repas, les habitants du coin viennent aider, on va se renseigner, etc. Mais sans que la direction soit inquiétée.

Il serait possible que des gens, dans cette situation, à la fois s'auto-organisent en adultes responsables et entament des démarches politiques pour que la chose ne se reproduise plus, quitte à revoir l'organisation générale des transports, aujourd'hui saturée. Mais cela nécessiterait d'autres valeurs, d'autres comportements que ceux que l'on rencontre actuellement : ceux du cadre sup' à oreillette, de la racaille en survêtement de marque, de la mère de famille hystérique, etc.

Pour une autre société

Si l'on considère que le système politique actuel ne permet pas une vraie démocratie, il faut cesser d'essayer de l'aménager et inventer autre chose. Nous disons « inventer » parce que nous pensons que toute société est une invention irrationnelle, que les hommes ne rationalisent qu'après coup en disant : telle société obéit aux lois de Dieu, de la Tradition, de la Raison ou du Sens de l'Histoire. Les Grecs anciens ont inventé la démocratie, mais il n'est pas possible de rationaliser cela en disant que « les conditions économico-sociales » ont entraîné cette invention. Il y avait partout dans le monde antique des peuples pétris de religion et de superstitions, des rois et des esclaves, des pauvres qui désiraient partager les terres, et des riches qui voulaient conserver leurs richesses. Pourquoi ce sont les Grecs qui ont inventé la démocratie ? On n'en sait rien. On ne sait pas non plus pourquoi les Hébreux ont adopté le monothéisme. Mais si on regarde les « conditions économico-sociales », on se rend compte que cela aurait pu être l'inverse. Les Grecs auraient pu inventer le monothéisme, et les Hébreux la démocratie. Ou ils auraient pu s'en tenir au modèle dominant de l'époque : royauté et polythéisme.

Nous nous proposons donc d'inventer un projet politique, mais pas à partir de rien. Il n'y a que deux moments dans l'histoire où les hommes ont posé comme principe que ce n'était ni Dieu, ni la Tradition, ni le roi, ni un petit groupe qui avait à décider des lois, mais bien le peuple, par la voie de la discussion. Il y a la Grèce ancienne, et plus précisément Athènes (la démocratie était le régime de plusieurs cités, mais en dehors des écrits sur Athènes, il ne reste que des traces fragmentaires) – ce que nous appellerons « les anciens », ce seront donc les Athéniens entre 600 et 400 av. J.-C. – et il y a l'Occident moderne, à partir du XIIe siècle.

Les anciens et les modernes

Parmi les « modernes », nous distinguons deux courants, le « représentatif » et le « démocratique » : d'un côté, on l'a vu, le courant porté par la bourgeoisie et les Lumières, qui comporte des aspects émancipateurs ; de l'autre, le courant moderne démocratique, c'est-à-dire toutes les révoltes qui se sont opposées au courant représentatif, et qui ont eu tendance à réinventer (souvent sans le savoir) les modes de fonctionnement des anciens – assemblées populaires, mandats impératifs et révocables, rotation des tâches. Une pratique n'a pas été reprise : le tirage au sort, qui requiert des conditions spéciales que nous verrons plus loin. A défaut, on a cherché à nommer aux tâches de gouvernement des personnes connues pour leur probité et leurs capacités, mais qui ne convoitent aucun pouvoir.

Dans ce courant démocratique, nous incluons les expériences du mouvement ouvrier, et notamment la révolution de février-juin 1848, la Commune de Paris, les soviets russes de 1905 et de février-octobre 1917, l'Espagne libertaire de 1936, le soulèvement de Budapest de 1956. De manière plus large, on peut aussi inclure les sections parisiennes de la Révolution de 1789, les luddites, le mouvement coopératif, les courants féministes, les luttes pour l'égalité raciale, les mouvements de décolonisation, Mai 1968 et les mouvements régionalistes et écologistes qui ont suivi. Et, plus proches de nous, les coordinations de l'hiver 1986-87 et les mouvements des places espagnol ou grec de 2011.

Reprendre le meilleur de notre histoire

Nous entendons reprendre ce que – selon nous – ces trois courants ont apporté de meilleur.

1. Aux modernes, nous empruntons l'idée universaliste, selon laquelle un projet émancipateur peut s'étendre à toutes les sociétés et à tous les êtres humains. Nous préférons ce point de vue à celui des anciens, qui limitaient leur projet politique à leur cité, et dans leur cité aux seuls citoyens mâles de plus de vingt ans, excluant ainsi les femmes, les esclaves et les étrangers.

Chez les anciens, l'interrogation explicite était limitée à la politique. Elle excluait la remise en question d'institutions sociales telles que l'esclavage, la famille, les relations patriarcales… L'universalité des modernes peut être vue comme hypocrite : les droits de l'homme, ce sont les droits

de l'homme occidental, etc. Mais cette universalité a au moins le mérite d'être posée explicitement comme exigence, et peut être saisie par les dominés pour obtenir une égalité : c'est ce qu'ont fait les ouvriers, les femmes, les colonisés, etc.

2. Aux anciens, nous empruntons l'idée que le pouvoir doit être dans les mains de l'ensemble de la collectivité. Il y avait trente ou quarante mille citoyens à Athènes, et l'assemblée de la ville réunissait cinq à six mille personnes quarante fois par an environ. Les six mille citoyens présents votaient les lois. Parmi eux étaient tirés au sort les gouvernants et les juges pour les procès. S'ils votaient la guerre avec un pays étranger, ils votaient pour leur propre mobilisation, car l'armée athénienne était une armée de citoyens. Toutes les charges politiques et judiciaires étaient tirées au sort. Seuls les spécialistes étaient élus. Stratèges, architectes, sculpteurs, etc. Le tirage au sort impliquait que chaque citoyen soit formé aux tâches d'administration et de gouvernement de la cité. Il y avait donc une éducation spécifique, la *paideia*, qui donnait aux jeunes gens l'acuité nécessaire pour juger de leurs contemporains et la compétence pour prendre en main les affaires publiques. C'était en quelque sorte une formation continue : les anciens passaient leur temps à discuter des affaires politiques au marché, à l'agora, aux repas…

Tout émanait du peuple, incarné par l'assemblée. La différence avec les modernes était qu'il n'y avait pas d'État, pas d'institutions spécialisées coupées de la population : parlement, gouvernement, armée, appareil judiciaire, administration.

3. Aux anciens encore, nous empruntons l'idée de mandats révocables et d'un contrôle permanent de l'assemblée sur ceux chargés de gouverner le pays. A Athènes, un citoyen tiré au sort pour une charge de gouvernement devait passer un test d'aptitude. Son mandat était court (un à deux ans). Il pouvait être révoqué en cours de mandat par l'assemblée s'il ne donnait pas entière satisfaction. Et au terme de son mandat, il devait rendre des comptes parfois pendant plusieurs mois. On partait d'une idée très saine : que chaque homme était faillible, susceptible d'être corrompu par l'exercice du pouvoir. Il fallait donc se donner les moyens de contrôler les gouvernants.

Dans le système moderne, on l'a vu, c'est le contraire : il faut soustraire le représentant aux pressions de la population et compter sur sa vertu. Les affaires de corruption à répétition nous montrent les inconvénients d'une telle conception.

4. Aux anciens toujours, nous empruntons l'idée que le pouvoir doit être explicite. Aujourd'hui, il y a une différence entre le pouvoir officiel et le pouvoir réel, qui est souvent occulte. Par exemple, le pouvoir exécutif n'est dans les mots que le bras chargé d'exécuter les volontés du législatif. Mais, en réalité, l'exécutif (gouvernement et président de la République) a quasiment tous les pouvoirs : il impulse la politique (projets de loi), contrôle l'appareil judiciaire, décide de mener des expéditions sans l'accord préalable du Parlement (la guerre du Mali n'a fait l'objet au Parlement que d'un débat sans vote qui a eu lieu après le déclenchement des opérations).

Autre aspect du décalage entre pouvoir officiel et pouvoir réel : officiellement, les citoyens choisissent leur gouvernement, tandis que les forces économiques n'ont aucun droit politique. Mais en réalité, lorsque le président de la République fait un voyage à l'étranger, ce qu'il représente avant tout, ce sont les entreprises, la puissance économique.

5. Notre cinquième idée, c'est celle d'une égalité économique entre les individus. Nous ne l'empruntons ni aux anciens ni au courant moderne représentatif, mais au courant moderne démocratique, le mouvement ouvrier. A Athènes, les citoyens étaient égaux politiquement et inégaux économiquement. Dans le système actuel, il n'y a ni égalité politique ni égalité économique. Nous empruntons aux luttes ouvrières notamment l'idée qu'il faut que l'égalité soit aussi bien politique qu'économique.

Il existait chez les anciens une institution dont la fonction était de rappeler les citoyens à leur humble condition de mortels. C'était la tragédie. Par le théâtre, on rappelait aux hommes les dangers de la démesure, de la passion, de la folie, qui les conduisaient à leur perte. Dans notre projet, l'égalité économique a une fonction similaire. C'est le moyen par lequel nous proposons de saper à la base la forme que prend *l'hubris* dans notre monde : le délire d'accumulation infini de richesses.

6. Notre sixième idée, nous l'empruntons aux anciens : c'est l'autolimitation. Contrairement aux systèmes hétéronomes (ceux qui fondent la société sur la loi de Dieu, ou de pères fondateurs, ou de la raison…), la démocratie véritable ne fonde son existence sur aucune valeur extérieure fixée à l'avance. L'avantage (mais aussi le risque), c'est qu'il est possible de changer, au fil du temps, ce qu'on entend par « égalité », « justice » ou « liberté ». Il est aussi possible qu'une majorité décide très démocratiquement… d'abolir la démocratie. Les anciens avaient prévu deux procédures pour contraindre les membres de l'assemblée à s'autolimiter.

L'ostracisme, tout d'abord : l'assemblée pouvait exiler pour dix ans l'un de ses membres, dont l'influence était jugée néfaste à la collectivité. Et la *graphè paranomon*, ensuite : un homme pouvait être accusé et jugé pour avoir fait une proposition contraire aux lois de la cité, et cela même si l'assemblée avait adopté sa proposition. L'existence d'un tel dispositif faisait qu'on y regardait à deux fois avant de proposer une loi illégale. La *graphè paranomon* permettait aussi à l'assemblée de revenir après coup sur une loi jugée mauvaise. Elle jouait le même rôle que des juridictions spécialisées chez les modernes (Cour suprême des États-Unis, Conseil constitutionnel). Mais au fond, rien ne garantit l'existence de la démocratie (si l'on va par là, rien ne garantit rien, d'ailleurs !). Cela requiert une vigilance de tous les instants.

Conclusion

La démocratie n'est donc pas la « démocratie représentative ». Ni les penseurs des Lumières ni les législateurs de la Révolution ne voulaient le peuple au pouvoir. En Grèce antique comme en 1789, l'idée démocratique a émané du peuple, et elle a été imposée par ses luttes.

Mais il faut également en finir avec une autre idée fausse : que le peuple serait innocent de ce qui lui arrive, et par conséquent indéfiniment floué, manipulé et trompé par ses dirigeants. Un peuple est responsable de ce qui lui arrive, qu'il le souhaite ou non. Un dictateur ne se maintient qu'avec la complicité de quelques-uns mais surtout la passivité du plus grand nombre. Et notre oligarchie se maintient par la participation électorale et la croyance aux promesses qu'elle fait miroiter.

Depuis l'avènement de la société de consommation, les gens sont prêts à se battre, mais pour *rester* dans ce qu'ils considèrent être une société

d'abondance. Nous devons être conscients que dans un contexte de raréfaction des ressources, ce culte généralisé de la profusion va aboutir à l'effet inverse de celui prévu par Marx. Chacun va s'efforcer de préserver *son* abondance au détriment des autres, et cette guerre de tous contre tous va décupler les inégalités de toutes sortes et finalement détruire la société. C'est ce que nous voyons à l'œuvre.

Enfin, il faut accepter l'idée que l'histoire n'a pas de sens particulier, mais qu'elle est l'œuvre d'adultes responsables, prenant chaque jour des milliers de décisions, la plus importante étant sans doute celle de croire qu'ils n'en prennent aucune. La réalisation d'une société égalitaire, libre et lucide sur elle-même n'est inscrite nulle part. Mais la perspective d'une humanité submergée par ses propres déchets n'est pas inéluctable non plus. L'avenir est grand ouvert, et si le monde qui vient ne sera jamais celui de nos rêves, au moins l'aurons-nous rendu habitable et, peut-être même, désirable pour ceux qui viennent après nous.

Collectif Lieux Communs
Juillet 2012 – mars 2013

Les justifications théoriques de l'oligarchie

La démocratie devient l'horizon indépassable de notre temps [...]. Il n'y a que du même devant nous. Le sacre de l'individualisme que nous venons de connaître nous interdit de concevoir d'autres principes de l'existence personnelle ou collective que ceux que nous pratiquons [...]. Cela nous ferme la possibilité d'imaginer le surgissement d'une norme différente pour les régir.

M. Gauchet[1]

Comme le remarquait un politologue, « *le mot démocratie est d'un emploi tellement difficile qu'il vaudrait presque mieux y renoncer* »[2], tant il est évident que les régimes politiques contemporains ne sont pas de nature démocratique mais *oligarchique.* Le pouvoir n'appartient donc pas au « peuple », c'est-à-dire aux « plusieurs » (*oï polloï*) mais est confisqué par un tout petit nombre (*oligoï*) qui forment les oligarchies politiques ou économiques. Pourtant, la quasi-totalité des auteurs contemporains qualifient notre régime actuel de « démocratie ». C'est ce paradoxe que ce texte tente d'explorer, par l'examen d'un courant intellectuel qui a émergé au milieu des années 70, le « renouveau *tocquevillien* »[3]. Il a gagné en influence au cours des décennies suivantes jusqu'à devenir largement dominant dans les milieux intellectuels, ralliant peu à peu toute l'*intelligentsia*, et, de proche en proche, irradiant dans tous les domaines une conception des sociétés occidentales comme indépassables.

L'importance politique du travail théorique

Mais pourquoi une telle attention à ce qui fonde les vues des A. Finkielkraut, M. Gauchet et autres J. Julliard ? C'est que le nihilisme et le n'importe quoi constituent aujourd'hui l'essentiel de ce qu'on avait coutume d'appeler débat public, et que cette situation est en grande partie due à l'effondrement idéologique d'une « Gauche » qui n'affronte plus ses adversaires ni sur le terrain politique et social, ni sur celui des idées.

---

[1] M. Gauchet, *L'Avènement de la démocratie*, t. I, *La révolution moderne*, Paris, Gallimard, 2007, p. 16, 18.

[2] E. Weil, *Philosophie politique*, Paris, Vrin, 1956, p. 172.

[3] Nous empruntons le terme – mais pas forcément l'ensemble des analyses – à S. Audier, *Tocqueville retrouvé : genèse et enjeux du renouveau tocquevillien français*, Paris, Vrin, 2005.

Comme l'a montré K. Papaïoannou[1], un des traits saillants de la sclérose progressive de la théorie marxiste fut le repli de ses partisans sur eux-mêmes et leur refus de réfuter les intellectuels « bourgeois » et leurs idées, perçues uniquement comme vecteurs de la « propagande de classe ». Après l'effondrement du sinistre bloc communiste, la figure du perroquet stalinien fut graduellement remplacée par celle du militant type NPA, endoctriné mais politiquement et théoriquement illettré, curieux alliage de post-modernisme et d'insurrectionnalisme. Son impérieuse nécessité d'être « là où ça bouge » lui fait véhiculer des idées de droite sans même qu'il s'en aperçoive, quitte à être la risée des idéologues de tous poils – quand il ne s'en remet pas lamentablement au totalitarisme chic d'un A. Badiou. Une telle démission ne fait que renforcer le règne du charlatanisme et du relativisme généralisés. L'espace public est abandonné aux BHL, Le Pen, Attali, Gresh, Minc et autres Frigide Barjot, qui jouent désormais sans adversaire. Mais le débat public est une pratique centrale de la modernité. Son discrédit est d'autant plus dommageable qu'il existe aussi des personnes sérieuses et honnêtes qui ne sont pas d'accord avec nos idées et ne demandent qu'à en débattre.

Nous prônons donc une posture qui accorde de l'attention à ce que pensent les gens et à ce que disent nos adversaires. Il faut en finir avec l'idée simplificatrice – et implicitement élitiste – qu'il ne s'agit là que d'une propagande des « porte-voix du système » : c'est souvent le cas, mais ce constat ne dit rien *sur les raisons pour lesquelles les gens se laissent souvent piéger par ce lavage de cerveau*. Inversement, démontrer qu'il s'agit souvent de pure propagande ne suffit pas à convaincre les gens de la fausseté de l'idée en question. Ce qu'il faut, c'est un travail théorique rigoureux et lucide : si l'on veut comprendre l'ancrage profond du malentendu concernant la notion de démocratie, il est nécessaire d'approfondir les racines philosophiques et théoriques des idées politiques en vogue.

République et Démocratie

Une première grande confusion est celle existant entre république et démocratie. « République » dérive du mot latin *respublica* qui signifie, littéralement, « la chose publique ». Le mot se réfère moins au régime de gouvernement ou à la forme de pouvoir d'une société qu'à l'esprit civique de ses membres. C'est pour cela que des admirateurs modernes de l'esprit républicain, comme Rousseau, par exemple, ne distinguaient guère entre Rome et Sparte, dont le régime et les institutions politiques étaient pourtant fort différents. Pour beaucoup d'auteurs classiques, la république, c'est la présence de la vertu politique et civile en tant que « *vigueur de l'âme* »,[2] et non tant la nature du régime politique. « République » reste d'ailleurs

[1] Cf. son livre *L'idéologie froide. Essai sur le dépérissement du marxisme* (1967), Paris, Éditions de l'Encyclopédie des Nuisances, 2009, et surtout le chapitre IV « Les monopolisateurs de la vérité ».

[2] J.-J. Rousseau, « Discours sur les sciences et les arts » (1750), *Du contrat social – Écrits*

intraduisible en grec. Il faut le traduire par *politeia* (l'équivalent du *commonwealth* anglais), en précisant, avec une note de traducteur, qu'il s'agit, en ce qui concerne le monde moderne, de régimes non monarchiques, constitutionnels et libéraux, issus de la chute de l'Ancien Régime[1]. On rencontre le même problème lorsqu'on traduit la *Politeia* de Platon par « *République* ».

« Démocratie » dérive du mot grec *dèmokratia* (intraduisible en latin), littéralement le *kratos* du *dèmos*, c'est-à-dire la puissance, le pouvoir du peuple. C'est le régime social où le peuple est maître. Il ne s'agit pas d'une définition ou d'une conception strictement juridique ou constitutionnelle, mais d'une forme bien précise de régime politique, ce qu'on appellerait « *démocratie directe* »[2], voire « *pure* »[3]. Mais le terme exprime, en même temps, une conception plus profonde : « Demokratia*, qui émerge avec l'auto-affirmation du* dèmos *au moment de la révolution, se réfère ainsi à la capacité collective du* dèmos *de faire advenir des choses. Cela signifie que* demokratia *ne désigne pas en premier lieu le contrôle d'une autorité institutionnelle préexistante […]. La démocratie, c'est le peuple* empowered*, c'est-à-dire le régime où le peuple a une capacité collective de changer les choses […], de constituer le domaine public à travers l'action* »[4]. On retrouve ici la notion d'« *institution globale et explicite de la société par elle-même* » de C. Castoriadis.

---

politiques, *Œuvres complètes*, La Pléiade, p. 8-16.

[1] Comme le dit, par exemple, le traducteur grec de l'*Essai sur la révolution* de Hannah Arendt dans son avertissement, « il faut rendre clair le contenu de deux termes fondamentaux de ce livre. *Democracy* : démocratie, gouvernement populaire. *Republic* : régime non monarchique, le régime où le pouvoir suprême est exercé par les représentants du peuple ».

[2] Cf. sur ce sujet les ouvrages d'hellénistes tels que Moses Finley (*Démocratie antique et démocratie moderne*, [1973], Paris, Payot, 2003), Claude Mossé (*Histoire d'une démocratie : Athènes. Des origines à la conquête macédonienne*, Paris, Seuil, 1971), Mogens H. Hansen (*La démocratie athénienne à l'époque de Démosthène. Structure, principes et idéologie,* Paris, Tallandier, 2009).

[3] Ainsi que le disait Pierre Louis Roederer (Discours du 13 ventôse de l'an IX [4 mars 1801]), « *La démocratie représentative est celle où une partie des citoyens, choisie par l'autre partie, fait les lois et les fait exécuter. Elle est* démocratie *en ce sens que les représentants sont choisis, sans condition de naissance, par tous les citoyens, sans distinction de naissance : mais elle est démocratie représentative et non plus démocratie pure, parce que ce n'est plus le gouvernement de la totalité des citoyens, mais seulement d'une partie des citoyens* » (cité par P. Rosanvallon, *Le peuple introuvable. Histoire de la représentation démocratique en France*, Paris, Gallimard, 1998, p. 51-52).

[4] J. Ober, « The Original Meaning of "Democracy": Capacity to Do Things, Not Majority Rule », cité par Claudia Moatti, « Le germe et le *kratos* : réflexions sur la création politique à Athènes », *in* C. Castoriadis, *Thucydide, la force et le droit. Ce qui fait la Grèce 3, séminaires 1984-1985*, Seuil 2011, p. 23.

La Rome antique et la modernité

Ainsi, l'idée démocratique n'existe pas dans la république romaine. Le peuple n'y a jamais réussi à devenir maître de la scène politique. Pendant la période républicaine (509-44 av. J.-C.), c'était le Sénat, organe *séparé* du corps politique, qui conservait et exerçait le pouvoir. Le peuple ne pouvait influencer la prise de décisions que de manière *indirecte*, comme l'avait bien saisi Machiavel, moyennant maints « tumultes » destinés à faire pression sur les sénateurs[1]. Ainsi, contrairement à la Grèce antique, « *il est clair que jamais le peuple romain n'a bénéficié d'une pareille capacité d'agir et de transformer le monde. Sans doute connut-il des poussées démocratiques, mais elles furent constamment refoulées comme des séditions* »[2]. De ce point de vue, il y a une similitude entre le peuple romain, le peuple florentin de la Renaissance étudié par Machiavel et le peuple actuel. Il « *ne demande autre chose qu'à n'être point opprimé* »[3]. Il ne cherche pas à prendre lui-même le pouvoir afin de créer des institutions démocratiques et égalitaires qui mettraient fin aux régimes oligarchiques (*stati di pochi*[4]). En d'autres termes, il ne met jamais en question ni l'exercice indirect du pouvoir ni l'exclusion de la vaste majorité du corps social du processus de prise de décisions. Ce dernier reste la propriété exclusive des diverses oligarchies.

Fait singulier, jusqu'à la fin du XVIIIe siècle, même les penseurs *partisans* des régimes dits « représentatifs » qui congédient le peuple ne les qualifiaient jamais de démocraties, contrairement à nos contemporains. Ainsi, un des pères fondateurs des États-Unis, J. Madison, précisait que « *La Démocratie et la République diffèrent en deux points essentiels : 1º la délégation du gouvernement, dans la République, à un petit nombre de citoyens élus par le peuple ; 2º le plus grand nombre de citoyens et la plus vaste étendue de pas sur lesquels la République peut s'étendre* »[5]. Sieyès, un des fondateurs de la république française, insistait aussi sur le fait que « *les citoyens*

---

[1] « *Les bonnes lois […] sont le fruit de ces agitations que la plupart condamnent si inconsidérément […]. Je dis que chaque État libre doit fournir au peuple un débouché normal à son ambition, et surtout les républiques, qui, dans les occasions importantes, n'ont de force que par ce même peuple* » (Machiavel, *Discours sur la première décade de Tite Live* [1513-1520], livre premier, ch. IV – « Que les différends entre le sénat et le peuple ont rendu la république romaine puissante et libre » –, *Œuvres complètes*, Bibliothèque de la Pléiade, 1952, p. 390, 391).

[2] C. Moatti, *op. cit.*, p. 25.

[3] Machiavel, *Le prince*, ch. IX, *Œuvres complètes*, *op. cit.*, p. 318.

[4] Machiavel, *Le prince*, ch. V. Les traducteurs de l'édition de la Pléiade traduisent *stato di pochi* par « *gouvernement de peu de gens* » (Machiavel, *Œuvres complètes*, *op. cit.*, p. 302), tandis que Gérard Luciani préfère la formulation « *gouvernement oligarchique* » (N. Machiavel, *Le prince*, Paris, Gallimard, 1995, p. 81).

[5] J. Madison, « *Le fédéraliste X* », J. Madison, J. Jay, A. Hamilton, *Le Fédéraliste* (*Federalist Papers*), Paris, *Economica*, 1988, p. 73.

peuvent donner leur confiance à quelques-uns d'entre eux. Sans aliéner leurs droits, ils en commettent l'exercice [...]. L'autre manière d'exercer son droit à la formation de la loi est de concourir soi-même immédiatement à la faire. Ce concours immédiat est ce qui caractérise la véritable démocratie. *Le concours médiat désigne le* gouvernement représentatif »[1]. Même Alexis de Tocqueville, le penseur du XIXe siècle, qui a placé le mot « démocratie » au cœur de sa pensée, qualifie sans hésitation de « républiques » les régimes politiques modernes issus des révolutions du XVIIIe siècle[2].

La notion d'oligarchie libérale

De même, pour Hobbes, lecteur attentif des textes de philosophie politique grecque antique (qui débuta sa carrière d'écrivain en traduisant au début du XVIIe siècle l'*Histoire* de Thucydide), la démocratie est le régime politique où il n'y a pas de distinction entre le Souverain et ses sujets. Les sujets *eux-mêmes incarnent le Souverain* en se constituant en assemblées souveraines : « *lors de la construction d'une démocratie, il n'y a pas de contrat entre le Souverain et quelque sujet que ce soit. Car, bien que la démocratie soit une construction, il n'y a pas de Souverain avec lequel on puisse conclure un contrat* »[3]. C'est le « *dèmos* souverain » qui détient le pouvoir[4]. Il n'y a pas d'organe séparé du corps politique auquel les « sujets » seraient censés transmettre leurs droits – en tant que particuliers – et leur souveraineté – en tant que peuple –, comme c'est le cas avec l'État moderne. En d'autres termes, le contrat se conclut entre les membres du peuple souverain eux-mêmes et non entre le peuple et un Souverain élu ou nommé (un monarque, un parti, une assemblée aristocratique, etc.).

Il est également clair pour Hobbes que le régime politique basé sur l'élection des représentants n'est pas une démocratie mais bien une *aristocratie* (voire une monarchie, dans le cas des « royaumes électifs » où le roi est élu par le peuple [*elective kingdom*]). Car, dans ce cas, ce n'est plus le peuple, le *dèmos*, mais les *aristoï*, les « meilleurs », les « *optimates* », qui gouvernent[5]. Le corps politique élit

---

[1] Sieyès, Discours du 7 septembre 1789, cité par J.-C. Michéa, *La double pensée. Retour sur la question libérale*, Flammarion, 2008, p. 102, n. 1.

[2] Sur ce dernier point nous suivons les analyses de Pierre Manent (*Histoire intellectuelle du libéralisme*, Paris, Hachette, 1987, p. 221-222, 224, ainsi que l'ouvrage de Bernard Manin, *Principes du gouvernement représentatif*, Flammarion, 1995) et de Cornelius Castoriadis (« Quelle démocratie ? », *Figures du pensable*, Paris, Seuil, 1999, p. 148).

[3] T. Hobbes, *De Corpore Politico* (1650), ch. XXI, § 2.

[4] « *L'assemblée souveraine était appelée par les Grecs sous le nom de* Dèmos *(*id est*, le peuple), d'où vient la démocratie* » (*Ibid.*).

[5] *De Corpore Politico*, ch. XXI, § 7. Comme le remarque bien l'éditeur britannique, « *ce qui suit dans ce chapitre doit beaucoup à Aristote (*Les politiques*, III, 5-12), même si Hobbes aurait eu, très probablement, un peu de mal à l'admettre* » (T. Hobbes, *Human*

le Souverain en lui transmettant sa souveraineté ; le Souverain, ainsi extrait du corps politique, soumet le peuple qui devient alors son sujet. Il s'agit de l'aliénation politique dont parlera Rousseau près d'un siècle plus tard. Les régimes de « démocratie représentative » sont donc des régimes *oligarchiques* : toute forme de pouvoir est la propriété exclusive de groupes particuliers qui l'exercent en se substituant au peuple en son nom même, le congédiant pour en défendre, par délégation, les intérêts. C'est valable pour les régimes actuels, même si, pour reprendre la terminologie de C. Castoriadis, on peut les qualifier d'*oligarchies libérales*. Ce sont des régimes *libéraux*, car ils respectent les principes de l'État de droit, ils sont dotés d'une Constitution qui restreint l'arbitraire du Souverain, etc. Nous reviendrons plus loin sur l'idée de libéralisme.

Tocqueville et l'égalisation des conditions

Qualifier de « démocratie » le mode de gouvernement actuel est donc totalement abusif. Pourtant, la plupart des « spécialistes » de la chose s'accordent à réduire la démocratie à l'État de droit et aux régimes oligarchiques libéraux. On trouve les adeptes les plus cohérents et lucides de ce malentendu parmi d'anciens intellectuels marxistes qui, vers la fin des années 1960, découvrirent l'œuvre d'A. de Tocqueville[1]. L'historien François Furet et les philosophes Claude Lefort et Marcel Gauchet se mirent à analyser la société en s'appuyant sur le « dipôle » démocratie / totalitarisme. L'enjeu était de taille : il s'agissait de combattre la monstruosité totalitaire, que certains découvraient après l'avoir adulée, et de légitimer l'attachement aux sociétés occidentales. La génération suivante, après avoir chanté les louanges du « Grand bond en avant » et de la « Révolution culturelle » de Mao (plusieurs dizaines de millions de morts…), suivit le même chemin. Tous feront face à une extrême gauche qui aujourd'hui encore ne ferme les yeux sur les régimes autoritaires du monde entier que pour mieux diaboliser l'Occident dont elle forme un rejeton caractéristique. Mais, tout à leurs mouvements pendulaires, les néotocquevilliens ne lisent dans Tocqueville que ce qui peut légitimer nos régimes oligarchiques.

Nature and De Corpore Politico, Oxford U. P., 1999, p. 276, n. 120).

[1] Ainsi, F. Furet venait du stalinisme (son ralliement à l'ordre occidental fut, comme il se doit, bruyant), tandis que Cl. et M. Gauchet venaient du marxisme libertaire, et participèrent à des groupes comme *Socialisme ou Barbarie* ou *ICO* et *ILO*. Les intellectuels de la génération suivante – comme Pierre-André Taguieff, Jean-Pierre Le Goff ou Gilles Lipovetsky – furent influencés par les idées situationnistes et la culture de Mai 68 en général. Ils entretenaient aussi des rapports avec les groupes susmentionnés, soit comme sympathisants ou membres pour de brèves périodes, soit comme lecteurs de leurs revues. Tous ne se réfèrent pas explicitement à Tocqueville, mais ils n'en perçoivent pas moins les sociétés modernes et contemporaines comme « démocratiques », en s'appuyant sur une analyse similaire à celle des néotocquevilliens proprement dits.

Que dit Tocqueville ?

Tocqueville définit la démocratie comme le propre d'une société qui permet une complète mobilité sociale, soit l'égalité des chances et même l'« *égalisation des conditions* » : chacun tend à vivre avec les mêmes droits et les mêmes devoirs, dans des situations sociales similaires. Analysant les grandes révolutions de la fin du XVIIIe siècle, il voit cette « démocratie » entraîner la chute de l'Ancien Régime. La société n'est désormais plus divisée en ordres héréditaires (noblesse, clergé, tiers état), dont les caractéristiques sont définies de façon « *ontologique* », comme le remarque Gauchet[1]. L'égalité selon Tocqueville, ce « *grand mouvement qui égalise les hommes* »[2], va bien plus loin que la simple égalité juridique : elle implique une nouvelle conception de l'être humain en général. Il est désormais possible de concevoir l'autre comme un semblable. Tout le monde peut devenir riche et jouir des prérogatives qu'offre la richesse sans avoir besoin d'être porteur d'un titre hérité ou d'avoir du sang bleu. Certes, les divisions sociales ne disparaissent pas. Mais elles sont déterminées par des circonstances changeantes, comme l'acquisition libre par l'individu qui le veut de la richesse et du poids politique[3].

Pour Tocqueville, la « fluctuation de la richesse » est donc un garde-fou essentiel. Elle est censée préserver l'égalité comme norme centrale de la société et empêcher que les classes sociales ne redeviennent « héréditaires »[4]: « *l'homme le plus riche et le dernier artisan se serrent la main dans la rue* ». Et voilà nos néotocquevilliens tout affairés à serrer toutes les mains politiques, syndicales, patronales ou mafieuses, estampillées « monde libre ».

Tocqueville et les néotocquevilliens

Mais Tocqueville est sur ce point beaucoup plus attentif que ceux qui se réclament aujourd'hui de lui : quand il se réfère à la « démocratie » et à l'« égalité », il parle toujours d'« *état social* », c'est-à-dire de régime *social* – et

---

[1] Cf. l'analyse de M. Gauchet, « La folie à l'âge démocratique » (2007), préface à M. Gauchet et Gladys Swain, *La pratique de l'esprit humain*, Gallimard, 1980.

[2] A. de Tocqueville, *Correspondance et écrits locaux*, p. 106 (cité par L. Guellec, *Tocqueville. L'apprentissage de la liberté*, Paris, Michalon, 1996, p. 43).

[3] Tocqueville, pour sa part, est un bon exemple de cette transformation majeure : d'origine noble, il rejette les privilèges symboliques dus à son titre (place réservée à l'église, etc.), et se marie en outre avec une roturière, Marie Mottley.

[4] « Ce n'est pas qu'aux États-Unis comme ailleurs il n'y ait pas de riches ; je ne connais même pas de pays où l'amour de l'argent tienne une plus large place dans le cœur de l'homme, et où l'on professe un mépris plus profond pour la théorie de l'égalité permanente des biens. Mais la fortune y circule avec une incroyable rapidité, et l'expérience apprend qu'il est rare de voir deux générations en recueillir les faveurs » (A. de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*, t. 1 [1835], préface de F. Furet, Paris, Garnier-Flammarion, 1981, p. 112-113).

non *politique.* Lorsqu'il veut parler du régime *politique* de la toute jeune Amérique libérée du joug anglais, il utilise le terme « *république* » et nullement – ou très rarement – « *démocratie* ». Et c'est bien là le cœur du problème : pour Tocqueville, la « révolution démocratique », c'est le passage d'une société de castes à une société de *classes* d'ordre économique, mais certainement pas l'instauration d'un régime *politique*, d'un *mode de gouvernement* par lequel le peuple exercerait le pouvoir. Le lieu commun principal de l'approche néotocquevillienne est que ses représentants partent de l'analyse de Tocqueville sur la « démocratie », pour commettre par la suite une grave erreur, un saut logique qui les amène à confondre les notions de *régime social* et de *régime politique*, de la même manière que l'on amalgame la *république*, esprit civique d'une population, et la *démocratie*, régime politique où le peuple auto-organisé institue lui-même les formes de son pouvoir.

Lorsqu'on ne distingue pas entre état social et régime politique ou entre égalité des conditions et mode de gouvernement démocratique, on finit par tirer des conclusions paradoxales. Certains politologues du XIXe siècle, se basant sur les mêmes critères, décrivirent la Chine impériale comme une « *société démocratique* »[1]. En effet, la caste de fonctionnaires-lettrés (les fameux mandarins), n'était pas une aristocratie et ne se constituait, en tant que classe, ni grâce à son origine ni grâce à sa propriété terrienne (comme c'était le cas sous l'Ancien Régime européen). Le recrutement de la bureaucratie mandarinale dépendait des résultats des examens qu'organisait la Cour impériale et, même si cela ne produisait pas les effets souvent décrits en matière de mobilité sociale, reste qu'au niveau des principes, les mandarins ne tiraient pas leur pouvoir de leur origine sociale mais de leur mérite. L'idée même d'une méritocratie est incompatible avec celle de castes immuables. Tocqueville avait déjà donné le bon exemple, en qualifiant la monarchie absolue en France de « monarchie démocratique »[2].

Pourtant, le noyau même de la réflexion de Tocqueville porte sur les rapports entre l'« état social » que constitue la démocratie / égalité et les possibles « états politiques » qui pourraient se développer à partir de lui. C'est ce que découvrent

---

[1] G. G. Hamilton, "Chinese Consumption of Foreign Commodities: a Comparative Perspective", *American Sociological Review*, Vol. 42, No 6 (décembre 1977), p. 886. Tel fut aussi le cas de l'archéologue français Edmond About (1828-1885), qui parlait du caractère égalitaire et de l'esprit de liberté de la société grecque du milieu du XIXe siècle. En l'absence de rapports sociaux de type aristocratique, les individus ne ressentaient pas la soumission aux lois comme nécessaire et allant de soi. Cf. l'ouvrage d'About, *La Grèce contemporaine* (1855), chapitre II, parties 5, 6, 8 (http://fr.wikisource.org/wiki/La_ Gr %C3%A8ce_contemporaine). D'une manière générale, sur la démocratie hors occident, on lira « *La confusion occidentale* » dans notre brochure n° 19, *Malaises dans l'identité*, mai 2012, disponible sur notre site.

[2] Cf. l'ouvrage de Tocqueville, *L'Ancien Régime et la Révolution* (1856).

aujourd'hui stupéfaits quelques écrivains académiques[1] et c'est aussi ce que les néotocquevilliens ont dès le début négligé.

A la racine de l'erreur : l'hétéronomie brisée

Ce que Tocqueville appelle « démocratie », ce sont certains aspects de l'évolution sociale et anthropologique qui a entraîné la chute de l'Ancien Régime. Or, les néotocquevilliens confondent les niveaux *anthropologique* et *politique*, d'autant plus qu'ils tendent à oublier la tension – si importante pour Tocqueville – entre « état social » (ou « forme de société ») d'un côté, et « état politique » (ou « gouvernement ») de l'autre. Ainsi, ils sont amenés à utiliser le mot « démocratie » pour se référer aux institutions politiques ou aux formes de gouvernement et de constitution des sociétés en question. Comme telle, leur démarche utilise des catégories *anthropologiques* pour parler de la dimension *politique* de ces mêmes sociétés – catégories que Tocqueville utilisait dans sa tentative de définir l'orientation anthropologique ou culturelle (voire « symbolique », pour reprendre le terme de Lefort) des sociétés modernes.

En fait, en suivant leur maître, nos néotocquevilliens se réfèrent aux résultats du processus historique qui, depuis le haut Moyen Âge, a permis aux sociétés occidentales de sortir de l'hétéronomie, c'est-à-dire d'un état où l'organisation de la société est donné et garanti par un ordre extérieur, Dieu, les Traditions, les Ancêtres, etc. A partir du XIIe-XIIIe siècle, ces sociétés s'extraient progressivement de l'emprise de la religion. Elles sont profondément traversées par un courant libertaire et égalitaire. Elles tendent vers un état social qui rend partiellement possible la mise en question ouverte et explicite des institutions, des représentations et des normes établies. Mais elles ne franchissent pas le cap d'une transformation sociale radicale qui aboutirait à l'autonomie individuelle et collective et à des institutions politiques démocratiques. C'est cet état social qu'on pourrait appeler, en s'appuyant sur les catégories de C. Castoriadis, société d'*hétéronomie brisée*.

Aveuglements politiques et anthropologiques

Ce que les auteurs néotocquevilliens appellent « démocratie », c'est donc bien cet état bâtard où nous sommes et dont l'avenir est loin d'être écrit. Non seulement les sociétés de type occidental traînent leurs vieilles formes d'hétéronomie (religion, autorité théologique, tradition aristocratique, sexisme, etc.) mais elles en génèrent *de nouvelles* : imaginaire capitaliste, messianisme économico-technologique, racisme « scientifique », divers totalitarismes, etc. Sur toutes ces formes, la pensée

[1] Cf., par exemple, le livre de l'italien R. Simone, *Le monstre doux. L'Occident vire-t-il à droite ?*, Paris, Gallimard, coll. « Le débat », 2010. Ouvrage qui s'appuie essentiellement sur l'analyse de Tocqueville concernant le « despotisme démocratique » des sociétés de masse modernes (cf. sur cette question le deuxième volume de sa *Démocratie en Amérique*).

inspirée de Tocqueville est borgne. C. Castoriadis avait vu cela, qui disait à propos de Cl. Lefort : « *pour parler tout à fait franchement […], je pense qu'il y a chez Lefort une apologie de la démocratie en général – une théorie de la démocratie si l'on veut […] –, mais ce que je ne vois pas chez Lefort […] c'est une quelconque critique de la société contemporaine. Et là-dessus, je suis à la fois très ferme et très désagréablement surpris* »[1]. Même Gauchet, pourtant sensible aux impasses auxquelles sont amenées les sociétés contemporaines, semble incapable de pousser son analyse sur la crise de cette « démocratie » qui ne cesse de se tourner « contre elle-même »[2]. Il pose les régimes actuels comme indépassables. Or, rien, au sein de ces régimes, ne semble pouvoir empêcher l'émergence d'une inégalité débarrassée de toute justification idéologique, et qui serait tout simplement le résultat d'une guerre de tous contre tous. Le genre d'inégalité qu'on voit poindre actuellement, en somme. Tout à leur éloge de l'état actuel des sociétés occidentales, les néotocquevilliens se refusent à imaginer d'autres régimes politiques possibles ou d'autres personnalités que ceux et celles existant d'aujourd'hui.

Individualisme libéral et autoritarisme étatique

Tocqueville est l'héritier d'une tradition : Platon, Aristote, Hobbes et son anthropologie individualiste, Montesquieu, Rousseau et ses analyses sur le bourgeois et le citoyen en tant que types humains, Benjamin Constant et sa distinction entre « anciens » et « modernes »… La philosophie politique gréco-occidentale a toujours abordé les grandes questions politiques d'un point de vue anthropologique. C'est cette tradition que suit Tocqueville lorsqu'il essaye d'élucider le type de société qui émerge à son époque[3]. Pour lui, un des traits

[1] C. Castoriadis, *Démocratie et relativisme. Débat avec le MAUSS*, Mille et une nuits, 2010, p. 41. Cela ne doit pas nous étonner. La manière dont Cl. Lefort définit la démocratie est essentiellement conditionnée par sa thèse politique fondamentale, selon laquelle l'existence d'un projet politique « *positif* », qui se prononce pour une société autonome et démocratique, est une forme de clôture qui met en péril l' « *indétermination* » démocratique. Castoriadis disait à propos des divergences politiques qui provoquèrent le départ de Lefort du groupe *Socialisme ou Barbarie* en 1958 qu'elles « *aboutissaient, sans le dire, à refuser, ou à rejeter, la dimension politique de l'organisation* » (C. Castoriadis, « *Pourquoi je ne suis plus marxiste* », [1974], *Une société à la dérive. Entretiens et débats 1974-1997*, Seuil, 2005, p. 34). Lefort, pour sa part, dans l'entretien qu'il accorde à l'*Anti-mythes* en 1975, voyait « avec terreur » les constructions échafaudées par Castoriadis, « *magnifiques de cohérence et de rationalité* » mais qui devaient être rejetées comme des « *illusions rationalistes* » (H. Poltier, *Claude Lefort. La découverte du politique*, Michalon, 1997, p. 13). Textes disponibles sur notre site.

[2] Cf. sur ce point sa conférence, *La démocratie d'une crise à l'autre*, Nantes, C. Defaut, 2006.

[3] Comme le confiait Tocqueville à son ami Louis de Kergorlay : « *Il y a trois hommes avec lesquels je vis un peu tous les jours, c'est Pascal, Montesquieu et Rousseau* » (lettre

essentiels de l'individu « démocratique » est sa mentalité, qu'il appelle « *passion du bien-être* ». C'est l'*ethos* du bourgeois de Rousseau et de l'homme moderne de B. Constant : leur souci majeur consiste à garantir leurs « jouissances privées ». Or, il s'agit d'un *ethos* fondamentalement libéral, très proche de ce que C. B. Macpherson décrivait sous le terme d'« *individualisme possessif* »[1].

Ce type humain n'a pas grand-chose à voir avec une véritable démocratie. La démocratie requiert une participation active des citoyens à la gestion des affaires publiques. Hobbes est très clair sur ce point : en suivant la théorie politique classique, il explique le passage d'un régime politique d'une forme de gouvernement démocratique à une forme aristocratique (c'est-à-dire oligarchique) en invoquant, parmi d'autres raisons, le manque d'intérêt pour la participation aux assemblées et la préoccupation grandissante pour les « *affaires privées* »[2]. Pour Tocqueville aussi, il est évident que ce type d'individu n'est nullement porteur des vertus politiques et civiques. Celles-ci, selon la pensée républicaine (et aussi selon Tocqueville[3]), sont censées préserver la liberté politique. S'il n'était pas conscient de cela, Tocqueville n'aurait pas consacré tout le deuxième volume de la *Démocratie en Amérique* (1840), aux risques que comporte la dynamique historique vers l'égalité des conditions sociales[4]. Il y constate que l'individualisme moderne peut, dans l'absolu, donner naissance aussi bien à un régime libéral-oligarchique qu'à une forme autoritaire de gouvernement qui s'incarnerait dans le fameux « État tutélaire » (ou dans l'absolutisme et le bonapartisme français, selon *L'Ancien régime et la révolution*).

---

du 10 novembre 1836, citée par L. Guellec, *op. cit.*, p. 37). Sa véritable originalité est qu'il ne cherche pas à mettre à jour les prétendus corrélats culturels et anthropologiques d'une forme de gouvernement déjà connue et définie, mais plutôt à faire une étude directement sociologique, c'est-à-dire d'étudier un état social indépendamment de toute considération de catégories politiques traditionnelles.

[1] C. B. Macpherson, *La théorie politique de l'individualisme possessif : de Hobbes à Locke* (1962), Gallimard, 2004.

[2] « *Quand les membres particuliers de la république se lassent de participer aux assemblées publiques, à cause du fait qu'ils habitent très loin où à cause de l'attention qu'ils prêtent à leurs affaires privées* [private businesses], *et deviennent, généralement, mécontents du gouvernement populaire, ils se rassemblent pour établir une aristocratie* » (*De Corpore Politico*, ch. XXI, § 6).

[3] Cf. sur ce point la critique que fait Tocqueville du régime social de la monarchie de Juillet (1830-1848), dans les premiers chapitres de ses *Souvenirs* (1851), ainsi que l'analyse des rapports entre despotisme et « amour du gain et des jouissances matérielles » dans la préface du premier volume *De la démocratie en Amérique* et de l'*Ancien régime et la révolution*, et dans la quatrième partie du deuxième volume de la *Démocratie.*

[4] Cf. notamment la quatrième partie, « De l'influence qu'exercent les idées et les sentiments démocratiques sur la société politique ».

Le génie de Tocqueville est qu'il saisit très tôt l'étrange rapport qui existe entre individualisme libéral et autoritarisme étatique, rapport pour la première fois mis à jour par Hobbes, mais sur un plan purement spéculatif et philosophique.

Accompagner le libéralisme philosophique…

Ce qu'entend Tocqueville par « *démocratie* » est donc plus proche de l'anthropologie libérale critiquée par Adam Ferguson et Rousseau que de l'esprit civique dont a besoin tout régime politique démocratique pour pouvoir se reproduire. Ce n'est pas l'égalité démocratique : c'est plutôt une égalité *libérale*, fruit de la notion des droits humains naturels et prétendument inaliénables dont parlent les grandes déclarations de la fin du XVIIIe siècle. Ce n'est pas l'égalité politique : les pouvoirs restent aux mains d'oligarchies et de groupes particuliers. Ce n'est pas non plus l'égalité économique : l'égalité anthropologique n'est pas en contradiction avec la division de la société en classes, pourvu qu'il ne s'agisse pas de castes[1]. C'est aussi pour cela que Tocqueville croit qu'il existe un rapport d'antagonisme entre démocratie/égalité et liberté. Il reprend les lieux communs libéraux. Il confond l'égalité avec l'uniformité, l'homogénéisation et la massification de l'individu. Sa liberté est la « liberté des modernes ». C'est le résultat de l'effort de se libérer de l'emprise non seulement du pouvoir politique mais aussi, comme le soulignait B. Constant, de la politique en général, *en tant que préoccupation pour les affaires publiques*[2]. Seule une conception libérale de la liberté, qui réduit celle-ci à la liberté privée ou « négative » (*liberty* et non pas *freedom*), peut la penser menacée par l'égalité, celle-ci étant conçue comme l'imposition d'une norme homogénéisante qui diminue la liberté individuelle des particuliers[3]. C'est le contraire de la « démocratie des anciens », où la liberté est

[1] Comme, par exemple, le disait dans un dialogue fictif un des interlocuteurs d'une ouvrière américaine révoltée qui voulait quitter son travail à cause de la discipline insupportable imposée par la direction de son usine : « *Je ne pense pas qu'il existe d'autre lieu capable d'offrir tant d'avantages à la classe des gens laborieux. Ici il existe tant d'égalité, si peu de distinctions aristocratiques, tant de camaraderie, tant de bonnes choses ! Il suffit à quelqu'un d'être honnête, travailleur et moral, afin qu'il assure, immédiatement le respect des bons et vertueux, même s'il est absolument pauvre* » (Almira, « The Spirit of Discontent », *The Lowell Offering*, série 1, n° 4, juillet 1841, p. 112 – il s'agit de la revue de la communauté des ouvrières textiles de la ville de Lowell dans le Massachusetts – disponible sur le lien : http://www.cs.arizona.edu/patterns/weaving/periodicals/lo_07_41.pdf).

[2] De telle sorte que « *le danger de la liberté moderne, c'est qu'absorbés dans la jouissance de notre indépendance privée, et dans la poursuite de nos intérêts particuliers, nous ne renoncions trop facilement à notre droit de partage dans le pouvoir politique* » (B. Constant, « De la liberté des anciens comparée a celle des modernes » [1819], *Écrits politiques*, Gallimard, 1997, p. 616).

[3] Cet argument, qui identifie égalité et homogénéité, et qui a toujours été utilisé contre l'égalité démocratique, fut repris même par le camarade Staline contre certains milieux

conçue *comme liberté collective qui s'exprime dans l'exercice direct du pouvoir*. L'égalité, loin de lui être un obstacle, en constitue au contraire une dimension fondamentale.

… effacer les inégalités…

Pourquoi Tocqueville perçoit-il ainsi les rapports entre égalité et liberté ? Approfondir un peu les fondements philosophiques de sa conception de l'égalité permet de comprendre certaines des tendances théoriques aujourd'hui dominantes. Selon le schéma tocquevillien, l'inégalité se réduit à ce qui se fonde sur des critères socialement inaltérables (inégalités « ontologiques ») : l'origine, le sexe, la couleur de peau, etc. Des critères qui existent donc de fait et non de droit, *de facto,* et non pas *de jure.* Toutes les autres formes d'inégalité, comme par exemple l'inégalité économique ou politique, fondées sur des critères purement sociaux ou « non ontologiques » (la domination, la puissance), deviennent secondaires. Leur existence n'est pas considérée comme contradictoire avec le prétendu caractère démocratique d'un régime.

C'est ainsi que pour Tocqueville l'existence d'une stratification sociale et de rapports de domination entre classes sociales, entre sexes, etc., divisant la société entre ceux qui sont placés plus haut dans l'édifice social et qui bénéficient du pouvoir, des richesses ou des privilèges, et ceux d'« en bas », soit la notion même de *hiérarchie*, s'identifie finalement à la notion théocratique – et traditionnelle – du terme, c'est-à-dire aux hiérarchies de type aristocratique qui s'appuient essentiellement sur des critères de type ontologique.

De ce point de vue, l'approche de l'anthropologue Louis Dumont est caractéristique : il décrit l'entrée dans la modernité comme une sortie progressive des sociétés traditionnelles de type « hiérarchique ». La modernité est ainsi définie comme la montée de l'individualisme et la sortie du « holisme » (système de castes sanctifié théologiquement ou « ontologiquement »). C'est par ce biais que la modernité est associée à la « démocratie »[1]. L'étape suivante consiste à associer la

---

de la « vieille garde » bolchevique, qui étaient pour l'égalité des salaires et des revenus : « *On ne saurait en effet exiger des hommes qu'ils aient tous les mêmes besoins et les mêmes goûts, que dans leur vie personnelle ils adoptent un standard unique […]. Ces gens pensent, apparemment, que le socialisme exige l'égalisation, l'égalitarisme, le nivellement des besoins et de la vie personnelle des membres de la société* » (Staline, *Rapport au XVIIe Congrès du PCUS*, janvier 1934, cité in K. Papaïoannou, *Les Marxistes*, Paris, J'ai lu, 1965, p. 450 – republié comme : K. Papaïoannou, *Marx et les marxistes*, Paris, Gallimard, 2001).

[1] Cf. un abrégé de sa théorie dans son important livre *Essais sur l'individualisme. Une perspective anthropologique sur l'idéologie moderne*, Paris, Seuil, 1983. Les conceptions de Dumont ne sont sans doute pas étrangères au fait qu'il a débuté comme anthro-

« démocratie » à l'« indétermination », comme le fait Cl. Lefort : il n'existe plus de Vérité officielle. Il n'existe plus non plus de détenteur immuable du pouvoir désigné par la tradition (Roi, grand Prêtre,...), et qui serait consacré sur la base d'un rapport privilégié avec cette Vérité officielle[2]. Donc, il ne pourrait exister aucun régime politique ou social déterminé d'avance, et la démocratie se réduit à l'existence d'un individu libéré du joug de toute appartenance sociale non choisie par lui-même.

… et se convertir au libéralisme culturel

L'approche des néotocquevilliens recoupe largement les présupposés de ce qu'on pourrait appeler *libéralisme culturel*. Arrêtons-nous un instant sur ce terme. Si le capitalisme a besoin d'une forme de libéralisme, ce n'est pas tant de sa forme économique (il s'en est très bien passé dans l'histoire, comme actuellement, malgré les dogmes en vigueur à gauche et chez la droite néolibérale) ni moins encore de sa forme politique, qui n'a pas grand-chose à voir avec les principes de l'imaginaire capitaliste. Ce dont le capitalisme a vraiment besoin, c'est du libéralisme *culturel*, sans lequel la production et la consommation ne peuvent pas prendre leur plein essor. La créativité entrepreneuriale ne peut s'exprimer dans une société hétéronome où les tabous, les interdits, les principes, la morale, la religion, etc., restreignent l'imagination des individus. Et le consumérisme exige des êtres libérés de toute norme qui voudrait déterminer *a priori* le contenu de leur vie privée : valeurs, coutumes, habitudes, décence, etc.

Les transformations culturelles qu'a subies le capitalisme à partir des années 1950 ont considérablement renforcé cette tendance. Au vieil idéal bourgeois et puritain a succédé un mode de vie ludique et hédoniste. L'individu et la culture que fabrique ce type de capitalisme favorisent la diffusion de l'imaginaire libéral. Celui-ci est indissociable de l'idée d'une « neutralité axiologique » du pouvoir : tous les régimes se vaudraient pourvu qu'ils laissent une marge de manœuvre à l'innovation productive et à la surenchère consumériste. Cela tient lieu, le plus souvent, de légitimation à un mode de vie consacré à la recherche effrénée de jouissances privées.

L'impasse postmoderne des néotocquevilliens

Avant de critiquer les « Nouveaux Philosophes », Lefort avait qualifié leur contribution de positive. Car au fond, leur priorité politique est la même : ils

---

pologue spécialiste de la civilisation hindoue (cf. son ouvrage classique, *Homo hierarchicus, Essai sur le système des castes*, Paris, 1966). Or, les castes ne jouent aucun rôle dans d'autres civilisations non-occidentales, comme par exemple la civilisation chinoise. Cela implique que l'absence de castes ne peut nullement être considérée comme le propre, voire l'essence, de la modernité occidentale ou, pire encore, de sa composante démocratique.

[2] Voir Cl. Lefort, « *L'image du corps et le totalitarisme* », *L'invention démocratique*, Paris, Fayard, 1981, p. 159.

dénoncent le totalitarisme, mais sans faire de critique des sociétés modernes du point de vue de la démocratie.

Aujourd'hui, on ne distingue pas ce qui différencie les dithyrambes des néotocquevilliens sur l'« indétermination » et les théories d'écrivains post-structuralistes ou clairement postmodernes comme Judith Butler, Lyotard, Foucault ou Derrida : leur souci principal est la critique des grands Récits, l'attaque contre les normes de l'« hétéronormativité », la déconstruction de la métaphysique occidentale, etc. En d'autres termes, la critique de ce qu'ils appellent, non par hasard, *essentialisme*. Ce qu'ils désignent ainsi, c'est la tendance à substantialiser les traits socialement acquis et à considérer qu'ils proviennent non pas de la société – ce qui voudrait dire qu'ils sont modifiables – mais d'une quelconque essence, et donc qu'ils ont été institués une fois pour toutes.

Il s'agit de la même critique du système des castes qu'on retrouve chez Tocqueville ou Dumont, avec la différence qu'ici, ce modèle est projeté sur *l'existence des institutions et des règles sociales elles-mêmes*.

Cela amène à rejeter la normativité tout court, l'existence même de normes *d'où qu'elles viennent*. Et finalement, ce libéralisme *culturel* ne diffère en rien de la conception de la démocratie de nos néotocquevilliens : l'individu serait opprimé par les représentations collectives et les grandes visions de la société – les fameux « grands récits » dont on célèbre la fin : l'émancipation passerait par leur *abolition totale*. Cette idée constitue le *noyau conceptuel* du postmodernisme.

Le postmodernisme est donc l'expression la plus extrême du libéralisme culturel. Son objectif est la déconstruction de toute espèce de *cohérence* sociale, politique ou idéologique. L'existence même de cette cohérence élémentaire est considérée comme une forme d'essentialisme, et est identifiée à la clôture, à l'hétéronomie et au totalitarisme. Ce n'est pas par hasard qu'au niveau politique, une des priorités fondamentales du postmodernisme est la critique de tout projet politique *global* et l'exaltation d'une attitude sévèrement *négative* et *défensive* qui nie toute normativité.

Les postmodernes rejettent tout projet global en le dénonçant comme totalitaire. Les néotocquevilliens réduisent quant à eux la démocratie à l'indétermination et considèrent tout projet politique global comme l'expression d'un « rationalisme utopique » potentiellement totalitaire. Les deux démarches aboutissent aux mêmes conclusions[1]. Dans les deux cas, la voie vers le relativisme – voire le nihilisme –

[1] Rappelons aussi que lors des grandes grèves de 1995 contre le plan Juppé de réforme du système de sécurité sociale, Lefort a dénoncé les revendications les plus « *extrêmes* » et soutenu publiquement la secrétaire générale de la CFDT, Nicole Notat, favorable à la réforme, et qui avait demandé aux grévistes de la SNCF de reprendre le travail. Curieuse attitude de la part d'un homme qui s'est battu toute sa vie contre la bureaucratie syndi-

politique est ouverte.

En France, ce type de délire s'incarne chez quelqu'un comme Pierre-André Taguieff. Cet auteur s'acharne trop souvent à identifier tout mouvement social au « national-populisme ». Son souci d'analyser les ramifications du populisme, et l'attention qu'il porte au phénomène du racisme lui ont ôté toute aptitude à distinguer entre mouvements démocratiques et mouvements populistes et hétéronomes. Parfois, son souci de démythologiser certaines situations se transforme en volonté de provocation. Dure vie, que celle de l'intellectuel professionnel, qui a souvent du mal à saisir la chose politique ! Il suffit de jeter un œil à ce qu'il a écrit sur les soulèvements arabes et les mouvements des « indignés » de 2011[1]. S'y trouvent tous les lieux communs de la droite grecque ou américaine : il ne s'agirait que de mouvements populistes, ne réussissant qu'à remplacer les anciennes dictatures par des nouvelles, ne proférant que des stupidités facho-populistes les assimilant aux *Tea Party* et à l'extrême droite européenne, etc. Taguieff ne fait aucune distinction, par exemple, entre la version française des « indignés » – cas le plus hétéronome et politiquement stérile – et ses équivalents espagnol, grec ou américain, qui s'en trouvent discrédités.

Ces mouvements sont largement critiquables, mais le Mouvement des Places en Grèce ne se résumait pas au slogan « *Nazi-nazi Merkel-Sarkozy* », la distinction entre la partie haute et la partie basse de la place de Syntagma était politique, et incarnait deux perceptions politiques très différentes, etc.[2]. Avec des grilles de lecture aussi grossières, notre auteur n'aurait pas crié « CRS-SS » en Mai 68 : il aurait défilé avec les gaullistes et les libéraux de l'époque, qui réduisaient le mouvement à une poussée totalitaire parce qu'ils entendaient des étudiants invoquer Mao et la « révo' cul' ». Cette réduction de l'évolution et de la réalité social-historique aux idées, aux slogans ou au contenu des livres – et la négligence des facteurs sociaux, économiques, etc. – est un symptôme fréquent du type de pensée antitotalitaire.

Ces conceptions ont des impacts tangibles sur les mouvements sociaux. Ce fut le cas lors du mouvement *Occupy Wall Street* de 2011. Les adeptes de la *French theory* y eurent alors une influence considérable. Ces admirateurs de Foucault et Deleuze militèrent avec succès contre la formulation de toute revendication,

---

cale et qui finit par s'aligner sur elle, par peur de l'« *extrémisme* » ou du « *totalitarisme* ». Mais quand la démocratie est réduite à l'« *ouverture* » et à l'indétermination idéologique, il est évident que la question des structures politiques et organisationnelles devient secondaire ; le résultat est que même une structure bureaucratique (et, en conséquence, *hiérarchique et oligarchique*) peut être qualifiée de démocratique, ou en tout cas apparaître comme la seule solution face au « *paléomarxisme* » et au « *stalinisme* » contre lesquels tonne Lefort, et à raison, dans son article « Les dogmes sont finis » (*Le Monde*, 4/1/1996).

[1] P.-A. Taguieff, *Le nouveau national-populisme*, Paris, CNRS, 2012.

[2] On lira ainsi notre brochure, certes pas plus optimiste, mais moins caricaturale, *Le mouvement grec pour la démocratie directe*, septembre-octobre 2011.

l'émergence de tout projet politique, l'élaboration du moindre projet collectif. Puis ils se grisèrent du succès médiatique d'*Occupy*, masquant son échec réel par leur habituel charabia post-structuraliste[1].

On aurait tort de faire de ces exemples des cas particuliers : c'est le destin qui attend tous ceux qui s'enferment dans de telles pseudo-subversions, où qu'ils soient et où qu'ils pensent être. Elles se révèlent n'être, à l'examen, que la version infantile du discours savant dont il est ici question.

Sortir de l'impasse

Résumons-nous. L'approche des néotocquevilliens confond les sociétés de type occidental, en tant qu'elles se sont débarrassées, au moins *de droit*, des discriminations ontologiques, et un régime démocratique où le peuple prend les décisions. Ils confondent donc l'être humain tel que nos sociétés le façonnent avec ce que serait, et était au moins partiellement, un individu participant de plain-pied à la direction et à l'organisation sociale et politique. En assimilant ainsi les régimes actuels à l'auto-gouvernement, ils en viennent naturellement à avaliser des courants antidémocratiques qui sont le propre de la modernité.

Ainsi, le capitalisme, bien entendu, et surtout son corollaire, le libéralisme culturel, érigé en fondement ultime de l'éthique civique contemporaine, ne sont nullement interrogés. Le prurit de s'élever coûte que coûte dans la hiérarchie des biens et des pouvoirs, le « droit » de jouir tranquillement dans son coin des « bienfaits » de la société de consommation, sont vus comme la continuité de la lutte contre l'hétéronomie religieuse, les divisions sociales héréditaires ou la discrimination sexiste. La liberté conquise dans l'histoire, la possibilité pour un individu et une collectivité de déterminer ses propres normes (*auto-nomie*), ses propres limites, ne se distingue plus de la volonté d'échapper à toute normativité, toute règle, toute valeur. Et c'est bien cette liberté négative que revendique, en fin de compte, le postmodernisme[2]. Le libéralisme culturel et ses avatars postmodernes aboutissent à qualifier de démocratiques des éléments de la modernité qui ne le sont pas – et même à les encourager. En dernière instance, tout serait démocratique dans la modernité occidentale. Même le renversement de la démocratie en son contraire absolu, le totalitarisme, émanerait de la démocratie. Finalement, cette approche

---

[1] Cf. l'article de Thomas Frank, « *Occuper Wall Street, un mouvement tombé amoureux de lui-même – l'échec d'une contestation sans revendication* », *Monde diplomatique*, janvier 2013, disponible sur notre site.

[2] Cf. sur ce sujet l'excellente critique que fait Martha Nussbaum de Judith Butler et de Michel Foucault (« Le professeur de parodie » [1999], *Raisons politiques*, n° 12, novembre 2003, notamment les pages 137-143), disponible sur notre site, ainsi que l'article de Marcel Gauchet, « Les droits de l'homme ne sont pas une politique », *Le débat*, nº 3 juillet-août 1980, repris dans Marcel Gauchet, *La démocratie contre elle-même*, Paris, Gallimard, 2002.

confère un caractère métaphysique au projet démocratique. Contrairement aux craintes de Lefort, ce sont précisément l'« indétermination » et l'« ouverture » qui relèvent de l'utopie et qui font du projet démocratique une pure forme transcendantale capable de se matérialiser dans n'importe quelles conditions et de prendre n'importe quel contenu.

Mais en faisant de « démocratie » le synonyme de « modernité », on en dénature le sens. *La démocratie n'est pas* toute *la modernité occidentale ; elle n'en est qu'une des composantes et a combattu farouchement les autres*. Le régime d'hétéronomie brisée dans lequel nous sommes est entremêlé avec l'émergence de la modernité, mais il ne doit en aucun cas être confondu avec elle – le cas de l'Antiquité grecque est là pour le rappeler.

Repenser la démocratie à nouveaux frais

Nous voulons reprendre à notre compte la distinction entre régime politique et état social – ou, mieux, entre régime *politique* et régime *anthropologique*. Nous disons que la démocratie est *le régime politique* qui a comme corrélat anthropologique *l'état social* que C. Castoriadis appelait « autonomie ». En d'autres termes : il ne peut y avoir de réelle démocratie sans autonomie individuelle et collective. Et il ne peut y avoir de réelle autonomie individuelle et collective sans démocratie[1]. En apparence tautologique, cette assertion a un arrière-fond complexe et des implications lourdes.

Il y a d'abord la conscience de l'interpénétration de la culture du peuple et de la nature de son régime, que les soulèvements populaires rendent évidente. Il y a ensuite, pour un tel projet démocratique, l'incontournable nécessité d'une reprise de l'institution sociale *dans sa totalité*, ce qui exige à la fois l'implication de tous et le décloisonnement de la pensée comme des pratiques. Il y a enfin la conscience que la démocratie n'est pas une simple forme minimale de l'exercice du pouvoir (qui se matérialiserait, par exemple, dans une Constitution, aussi soignée soit-elle), mais aussi et surtout un état de la société et un type d'individu porteurs de traits anthropologiques, moraux, éthiques, culturels qui s'opposent catégoriquement aux valeurs dominantes actuelles.

D'un autre côté, cette prise de conscience nous permet de dissiper certains fantasmes. Et d'abord celui du militant de « gauche », pour qui un changement de société consiste simplement en un changement de clique au pouvoir et quelques réformes idoines dans la production, les rémunérations et l'imposition fiscale. Celui, ensuite, du soi-disant « révolutionnaire » en général, qu'il soit d'extrême gauche ou anarchiste, pour qui le type anthropologique, la mentalité, la culture, ne sont que des traits conjoncturels modifiables à volonté ou, mieux encore, qui

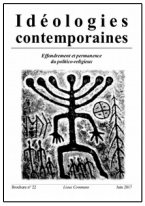
[1] Cf. sur ce sujet le texte de Castoriadis, « La démocratie comme procédure et comme régime » (1994), *La montée de l'insignifiance*, Paris, Seuil, coll. « Points », 2007.

s'évaporeraient dans la fièvre révolutionnaire. Ou encore celui de l'Occidental urbanisé et frustré, fasciné par les sociétés « primitives » dites « sans État », selon l'expression de P. Clastres[1]. Et enfin – c'était l'objet de ce texte – celui du néotocquevillien satisfait par les régimes occidentaux contemporains parce que tout simplement l'individu y grandit dans une certaine autonomie, sans se demander pour combien de temps encore.

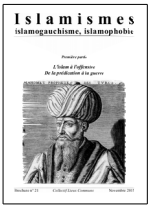
Notre démarche ne se réduit donc pas simplement à imaginer des modèles de société qui rempliraient la *pure forme* que serait une « démocratie » à laquelle il ne manquerait qu'un contenu substantiel. Elle ne consiste pas davantage à chercher – du côté de Rousseau – à articuler n'importe quelle culture populaire avec un régime analogue. Il y aurait à promouvoir l'invention conjointe (et comment ne le serait-elle pas ?) d'une culture, d'une organisation sociale et économique et d'un régime politique cohérents et démocratiques.

Collectif Lieux Communs
Juin 2012 – avril 2013

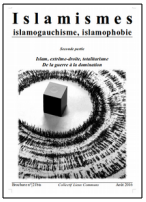
[1] Les malentendus à propos de l'œuvre de P. Clastres sont, depuis longtemps, légion. Un des derniers en date à les entretenir est « l'anthropologue anarchiste » David Graeber qui, dans « La démocratie des interstices » (*Revue du MAUSS* 2/2005 (n° 26), p. 41-89) fait l'éloge des « *démocraties non occidentales* » dans l'histoire afin de mieux *déconstruire* ce qui serait un ethnocentrisme coupable. Les arguments avancés, d'une confondante naïveté, reposent tous sur une conception de la démocratie comme « *consensus* », et l'on comprend le succès d'un tel postulat chez des militants occidentaux terrorisés à la simple évocation d'un projet qui ne soit pas unanime. A l'opposé, nous considérons la démocratie comme le seul régime à assumer et travailler explicitement ses divisions ou, autre face du même, à mettre en question la nature, le fondement et le contenu des lois. Cf. également « *La confusion occidentale* », *op. cit.*



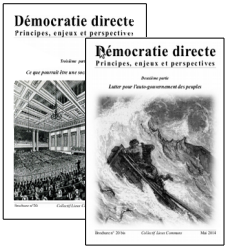
Idéologies contemporaines
Effondrement et permanence du politico-religieux
Analyses, entretiens, exposé, notes, éditorial
Brochure n°22
Juin 2017



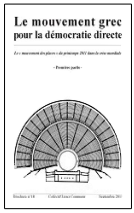
Islamismes, islamogauchisme, islamophobie
L'islam à l'offensive
Tract, entretien, recension, exposés, analyse
Brochures n°21 & 21 bis
Nov. 2015 – Août 2016



Démocratie directe – Projet, enjeux et perspectives
Tract, analyses.
Brochures n° 20, 20 bis & 20 ter
Avril 2013 – Mai 2014 – Janvier 2015



Malaises dans l'identité
Définir des appartenances individuelles et collectives contre le confusionnisme et les extrêmes droites
Analyses, tracts, appel, polémique.
Brochure n° 19 – Mai 2012



Le mouvement grec pour la démocratie directe du printemps 2011
Témoignages, entretiens, analyses, documents.
Brochure n° 18 & 18 bis – Sept.- Oct. 2011

Les soulèvements arabes face au vide occidental
L'exemple tunisien
Témoignages, entretiens, analyses.
Brochure n° 17 & 17 bis – Avril-Mai 2011

(...)

Collectif *Lieux Communs*

Nous assistons dans notre quotidien, dans la rue, au travail, à un effondrement progressif de tout ce qui donne sens à notre vie. Face à cette *montée de l'insignifiance*, comme beaucoup nous ne pouvons vivre que par l'espoir qu'il est possible de changer le cours des choses.

Cette course dévastatrice est menée par une minorité régnante n'agissant que pour l'obsession de l'accumulation, de la domination et de la puissance. Les « démocraties représentatives » et les révoltes actuelles mènent à des impasses. Seul un *réveil des populations* et leur engagement pour un monde viable et décent pourra poser les réels problèmes qui les traversent. Vouloir la liberté aujourd'hui, c'est vouloir une rupture claire menée par l'ensemble de la population : une *auto-transformation de la société.*

Nous voulons une véritable démocratie, exercée par les peuples, où les gens décident eux-mêmes de la direction et du fonctionnement de leurs sociétés. Cela implique un individu capable de respecter, d'interroger, de critiquer et de créer aussi bien les règles communes que les siennes propres. Il ne s'agit pas de rêver à un paradis, mais de faire advenir une civilisation digne, libre et responsable. Nous voulons donc une société qui pose explicitement et lucidement ses propres limites, qui rompe ainsi clairement avec l'idéologie dominante. Il y a d'abord à se réapproprier de manière critique des attitudes propres aux régions dites « sous-développées » : solidarité, don, entraide, convivialité, hospitalité, honnêteté, qui sont l'essence d'une société digne.

Un certain nombre de mesures s'imposent pour vivre : la *prudence* dans le domaine technoscientifique, la *frugalité* dans la consommation, et la *sagesse* dans les affaires publiques. Il n'est ainsi possible d'entraver la soif de pouvoir qu'en organisant toutes les institutions autour d'*assemblées souveraines*, de mandats révocables et d'une rotation des tâches. Et l'on ne peut se débarrasser de la recherche illimitée de profit qu'en établissant ensemble une *égalité stricte des revenus*, et une *redéfinition collective des besoins*. Rien de tout cela n'est naturel, ni inéluctable, ni surtout impossible : de telles ruptures sont déjà survenues dans l'histoire.

Nous nous inscrivons dans ce projet d'autonomie issu des siècles de luttes collectives qui refusèrent un ordre imposé par une autorité extérieure inaccessible : Traditions, Dieux, Nature, Science, Marché ou Parti. Né dans la Grèce antique et réinventé en Occident, il fut incarné par la Renaissance, les Lumières, la Révolution française, le mouvement ouvrier, les conflits de décolonisation, puis les combats des femmes, des jeunes, des minorités et des écologistes. Ce projet d'égalité et de justice est aujourd'hui *moribond*, piétiné au profit de l'autre création historique de l'Occident, la *délirante rationalité instrumentale* étendue à tous les domaines de la vie.

L'objet de notre collectif est que ce projet (re)devienne un véritable projet de civilisation. Notre besoin est pressant d'une intelligence collective capable de réflexion théorique, de parole publique comme d'intervention pratique. Les forces capables de le porter sont encore dispersées et souvent s'ignorent elles-mêmes. Notre recherche d'autonomie individuelle et collective n'a de sens que dans une pratique concrète sans cesse recommencée, inscrite dans la vie ordinaire, une progression à tâtons.

Par cette brochure en trois parties, nous tâchons d'aborder les problèmes que soulève la formulation du projet d'une société réellement démocratique – une *démocratie directe*. Terrain délaissé par une gauche qui se contente de gérer loyalement les intérêts des capitalistes. Terrain hanté par le cauchemar stalinien et ses diverses variantes toujours vivaces. Terrain constamment sapé, enfin, par les tenants du postmodernisme.

Cette première brochure s'attaque à l'idéologie omniprésente qui fait passer l'oligarchie actuelle pour une démocratie. Les textes rassemblés dénoncent les mascarades électorales, exhument les origines historiques du gouvernement représentatif et sapent les fondements théoriques de la domination. Il s'agit d'interroger le système politique et le type d'individu que nous connaissons actuellement : sont-ils compatibles avec une société réellement démocratique ?

Une deuxième partie examinera d'abord les obstacles idéologiques qui se dressent dès qu'il est question d'un projet de société démocratique. Ces objections, plus ou moins conscientes, ne peuvent être levées qu'en portant un regard critique sur l'histoire des mouvements d'émancipation. Un second texte pose la question de l'organisation collective de tous ceux qui voudraient défendre aujourd'hui un tel projet et qui se heurtent à tous les écueils concrets qui jalonnent notre époque.

Dans la troisième partie, nous proposons notre projet d'une société démocratique. Projet qui n'engage que nous, qui invite à la discussion, qui laisse de nombreuses questions sans réponses. Ce projet est subjectif, puisque nous pensons que l'histoire n'a pas de sens prédéterminé. Mais il n'est pas une utopie car il s'inspire fortement d'un héritage bien réel, celui de la Grèce antique et de l'Occident moderne, seuls moments dans l'Histoire où les hommes ont établi que leurs lois émaneraient de leurs délibérations et non d'un Dieu, d'une Tradition ou de toute autre source posée comme non discutable. Cette dernière brochure se clôt par une proposition de charte visant à fédérer les courants politiques animés de projets similaires.

***

Lieux Communs est un collectif politique indépendant qui vise à une auto-transformation radicale de la société. Cette brochure aborde une question qui est au cœur de notre réflexion et de notre action.

Lieuxcommuns@gmx.fr– www.collectiflieuxcommuns.fr